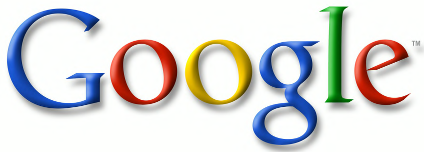
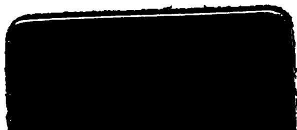
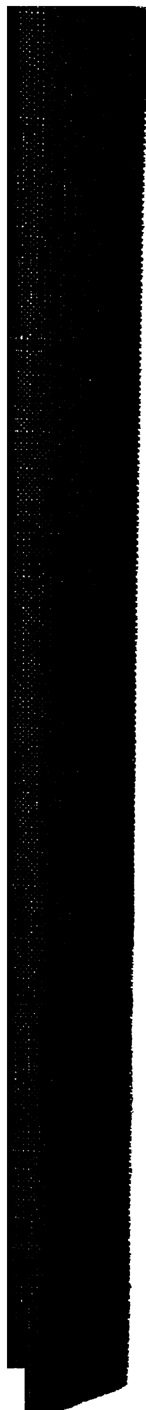
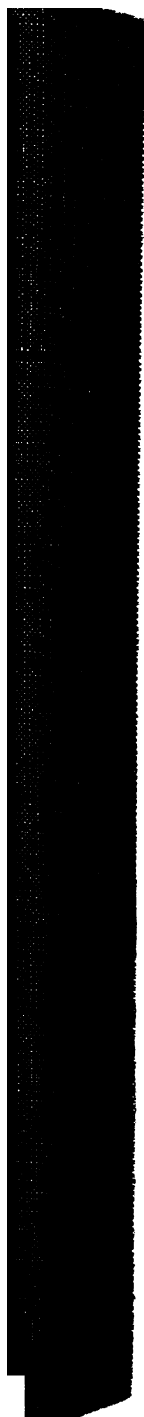

Google







Pour l'Union Socialiste

Le Congrès Socialiste de Stuttgart

Par Edgard MILHAUD

Avec une Préface de JEAN JAURÈS

Prix : DIX Centimes

Cinq francs le cent

PARIS
GEORGES BELLAIS, Éditeur
17, RUE CUJAS
—
1899

Pour l'Union Socialiste

Le Congrès Socialiste

de Stuttgart

PAR EDGARD MILHAUD

Avec une Préface de JEAN JAURÈS

PARIS
GEORGES BELLAIS, ÉDITEUR
17, RUE CUJAS
—
1899



POUR L'UNITÉ SOCIALISTE

L'étude du citoyen Milhaud sur le congrès socialiste allemand de Stuttgart est à la fois très pénétrante et très enthousiaste. Elle remuera les cœurs socialistes par sa juvénile allégresse, par sa ferveur d'espérance. Et en même temps, en nous donnant le spectacle de l'unité socialiste en action, elle sera une très utile leçon pour nous, socialistes français, qui tendons vers l'unité, qui nous en approchons par des combinaisons toujours plus exactes, mais qui semblons hésiter encore à l'accomplir.

A coup sûr, l'étude du citoyen Milhaud ne nous montre qu'une partie des effets qu'a produits de l'autre côté du Rhin l'unité socialiste. Les congrès périodiques où le socialisme allemand fait son examen de conscience ne résument pas toute son action. Pendant la période de l'état de siège et de la tyrannie bismarckienne, l'organisation centrale du parti avait d'autres devoirs, d'autres tâches : et elle y a suffi. Mais depuis que les lois d'exception ont succombé, usées peu à peu par la résistance héroïque et tenace des socialistes allemands, c'est peut-être dans les congrès annuels du parti qu'éclate le mieux sa force, sa vitalité de conscience et d'esprit.

Et pourquoi nous priverions-nous plus longtemps, nous socialistes français, du surcroît de force que nous apporterait la pleine unité? J'entends dire que ce qui est possible en Allemagne ne le serait pas en France. Pourquoi? Est-ce que l'organisation socialiste, fondée sur des principes universels, et internationale par essence, doit être soumise à de prétendues différences ethniques? Les principes du socialisme français sont uns, comme le sont les principes du socialisme allemand et du

socialisme belge ; ou plutôt, il n'y a ni socialisme français, ni socialisme allemand, ni socialisme belge : il y a un socialisme ouvrier, un socialisme prolétarien commun à tous les pays où la civilisation industrielle développée a marqué nettement l'antagonisme des classes. Si l'unité de principe a abouti, en Belgique, en Allemagne, à l'unité d'organisation, on cherche en vain pourquoi il n'en serait pas de même en France. Historiquement même il semble que notre pays, à tradition centraliste et unitaire, se prête mieux à une organisation une du prolétariat que l'Allemagne si longtemps morcelée et fédéralisée. Il n'est que de vouloir. L'obstacle n'est plus dans les idées et dans les choses : il est seulement dans notre timidité.

On dit que les diverses fractions de notre parti, si elles se confondent un jour dans un semblant d'unité, s'y heurteront, s'y froisseront à nouveau, et que, pour avoir voulu précipiter l'union, nous l'aurons compromise. Mais où seront donc les causes si aiguës de division ? S'il y a eu au Congrès de Londres des chocs violents, c'est précisément parce qu'il n'y avait eu aucune élaboration commune du Congrès. Aucune organisation générale de notre parti n'existait ; aucune délibération préalable n'avait pu prévenir les malentendus ou déjouer les intrigues. C'est précisément parce que seul le parti socialiste français est arrivé au Congrès international de Londres à l'état de dispersion que des conflits ont pu éclater et s'envenimer.

Dès maintenant, il est certain que de semblables périls ne sont plus à craindre. Les cinq organisations rapprochées dans le comité d'entente y délibèrent cordialement ; et la délibération resterait cordiale si elle se produisait au plein jour d'un Congrès national où toutes les forces vives de notre parti seraient largement représentées.

Nous ne prétendons pas du tout qu'il y aurait homogénéité absolue. Sur la question de tactique et de méthode, et même sur la profondeur d'application des principes, il y aurait des divergences, des discussions passionnées. Dans le parti socialiste, comme dans tout grand parti, il y a, il doit y avoir une droite et une gauche. Cela n'est point dangereux quand il y a,

dans des principes communs, un centre d'équilibre et de ralliement. Au contraire, les discussions attestent la vie et la répandent. Comme on le verra dans le compte rendu si vivant et si exact de Milhaud, le socialisme allemand est bien loin de cette uniformité passive, de cette discipline mécanique que lui reprochent les plus ignorants adversaires. Nulle part il n'y a plus de liberté, plus d'initiative, plus de passion. Bien mieux, à mesure que le parti se développe, à mesure que se multiplient ses adhérents et que s'étend son action, l'écart entre les tendances extrêmes s'accentue. Entre ceux qui s'attachent surtout à l'action réformiste, évolutive et ceux qui proclament l'action révolutionnaire, la distance semble s'accroître. Et les ennemis du socialisme, se méprenant sur les féconds et nécessaires conflits, annoncent toujours des dislocations prochaines. Ils ne voient pas qu'il n'y a là qu'un effet de croissance : c'est parce que la masse en mouvement a grossi, que ses pôles s'éloignent l'un de l'autre; mais l'axe n'a point fléchi. Et ce qui fait la grandeur du socialisme allemand, ce qui atteste à la fois son unité vivante et sa liberté, c'est précisément que les uns l'accusent d'être soumis à une discipline étouffante, pendant que les autres dénoncent ses luttes et ses contradictions. La vérité, c'est qu'il y a une libre harmonie. Au Congrès de Stuttgart, la conception de Bernstein et celle de Parvus se sont heurtées sans qu'il y ait eu scission ou froissement. Bien mieux, la discussion publique devant le Congrès a obligé les conceptions opposées à se rapprocher; et elle a obligé les polémistes à renoncer à tout ce qu'il y avait, dans leurs débats, de trop âpre et de trop personnel. Le Congrès a fait œuvre de conciliation et d'apaisement sans amortir la vigueur de l'élan révolutionnaire.

Il en serait de même dans un Congrès général du parti socialiste français. J'ai éprouvé bien des fois que nos divisions en apparence les plus profondes n'étaient que des malentendus. Par exemple, ceux des ouvriers révolutionnaires qui combattent ou suspectent « l'action politique » lui donnent un sens qui n'est certainement dans la pensée d'aucun socialiste, même le plus parlementaire. Les débats publics d'un Congrès,

l'habitude de définir les termes et de préciser les problèmes dissiperaient vite les confusions.

Et quel moyen d'éducation pour le prolétariat ! Quelle puissance de rayonnement pour le socialisme ! Quelle attraction exerceraient sur les esprits encore indécis les assemblées plénières du parti socialiste préparant, dans le désarroi des anciens partis, l'avènement de la société nouvelle !

Ces congrès, en même temps qu'ils donneraient au prolétariat socialiste la conscience de son unité, de sa force croissante, animeraient la pensée socialiste. Ils la sauveraient de la routine. Ils la sauveraient aussi des falsifications. Il y a péril de routine pour un parti qui ne soumet pas périodiquement ses idées à l'épreuve de la discussion publique. Les formules générales du socialisme doivent être incessamment confrontées avec la réalité. Il ne suffit pas que des penseurs, des érudits, contrôlent, par un effort solitaire, les idées, les systèmes. Il faut que la conscience du prolétariat soit toujours avertie du mouvement de la pensée humaine. Et comment pourra se faire, de période en période, cet examen de conscience intellectuel du parti, si ce n'est en des congrès nationaux où se rencontreront toutes les forces d'action et de pensée? Ce n'est pas qu'à mon sens la critique ait sérieusement ébranlé une seule des bases du socialisme moderne. Sur presque tous les points, la pensée de Marx et de Lassalle reste vraie si on lui donne son sens original. Même la loi d'airain, trop hâtivement condamnée, reste vraie, au sens que lui avait donné Lassalle, et il me paraît que toutes les critiques contre la théorie marxiste de la valeur, y compris celle de Graziadei, sont tout à fait vaines et proviennent d'un malentendu. Mais des idées, même vraies, deviennent fausses quand elles tournent à l'état de formules. On en perd le véritable sens, et on en fait les applications les plus étranges. Un grand parti comme le nôtre doit être toujours en éveil : il faut que sa constance soit celle de la vie qui se prolonge en se renouvelant.

Il faut éviter aussi que la préoccupation électorale, en ce

qu'elle a de trop personnel et de trop étroit, abaisse notre idéal. Certes, je n'aime point les dégoûtés, les pusillanimes, qui, de peur de s'amoindrir par des concessions ou de se laisser entamer par les préjugés de la masse, renoncent à la conquérir. Il y a, dans cette fausse fierté, beaucoup d'impuissance. Et si « la masse », comme dit un personnage d'Ibsen, est pesante, ceux-là ont le vrai courage et la vraie force qui tentent de la soulever. Mais il est bien clair qu'il ne faut pas, pour la gagner plus vite, lui dissimuler notre idéal ou le fausser. Ainsi on ne la gagne pas, mais on se perd, et on s'abaisse sans l'élever.

Il n'est pas vrai, quoi qu'en dise M. Faguet dans une récente étude, où quelques intentions bienveillantes et quelques idées ingénieuses sont mêlées de bien des futilités scolastiques et de bien des erreurs, que le parti socialiste ait subi cette sorte de déchéance. Si Bebel, cité par M. Faguet, a dit que le parti socialiste allemand gagnait en largeur plus qu'en profondeur, cette inquiétude même témoigne qu'il a gardé son entier souci d'idéal. Il n'est pas vrai que le socialisme renonce à ses revendications initiales. Jamais au contraire il n'a affirmé avec plus de vigueur l'idée communiste et collectiviste. Jamais il n'a rejeté avec plus de dégoût les charlatans, les démagogues qui, sous le nom usurpé et profané de socialisme, cachaient le néant de leur esprit et la bassesse de leur cœur. En France particulièrement, le socialisme joue depuis quelques années un véritable rôle « d'instructeur de recrues ». Les événements lui ont apporté un flot subit d'adhérents nouveaux mal préparés. C'est pour eux qu'il précise sans cesse ses principes essentiels. Qu'ils nous quittent, s'ils n'acceptent pas l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie au profit de la communauté sociale! Qu'ils nous quittent, s'ils n'acceptent pas l'union internationale des salariés pour l'action révolutionnaire!

Mais si M. Faguet se trompe, s'il constate à faux une sorte de fléchissement de l'idéal socialiste à l'heure même où celui-ci se lève et s'affirme en son entier, il est vrai que cette dénaturation pourrait se produire si notre parti n'avait d'autres cadres

que les cadres électoraux ou parlementaires. Déjà les grandes organisations socialistes ont maintenu les principes du parti et les ont sauvés de toute compromission. Mais combien plus grande sera l'autorité, combien plus décisive sera l'action d'une organisation générale du parti !

Hâtons-nous, car les secousses profondes imprimées à notre pays par les tentatives de la contre-révolution peuvent donner au socialisme, à bref délai, un rôle décisif. Si nous proposons l'étude de Milhaud aux méditations des socialistes français, ce n'est pas par une puérile manie de copier l'Allemagne. La Révolution française a laissé je ne sais quelle chaleur d'orage dans l'atmosphère de la France. Les crises peuvent être chez nous plus soudaines et plus décisives qu'ailleurs. Tenons-nous prêts ; unissons-nous ; organisons-nous ; que l'unité du parti socialiste soit visible à tous. Qu'elle soit comme la grande lumière sur laquelle se dirigeront tous les souffrants, tous les exploités, tous ceux dont le corps pâtit et dont la conscience est blessée.

JEAN JAURÈS

L'article de M. Edgard Milhaud a été publié dans la REVUE SOCIALISTE du 15 janvier 1899.

Cette brochure a été composée par des ouvriers syndiqués

LE

CONGRÈS SOCIALISTE

DE STUTTGART

La démocratie socialiste allemande vient de tenir à Stuttgart, du 3 au 8 octobre, son Congrès annuel. Conformément aux statuts du parti, le Congrès a, dès l'abord, entendu ses mandataires : le Comité Directeur du parti, le groupe socialiste du Reichstag; il s'est occupé de graves problèmes, du problème de la tactique, du problème du libre échange et du protectionnisme; il a donné réponse aux récentes provocations de l'Empereur à Œynhausen; il a étudié la réglementation du travail dans les mines; il a fixé, par des ordres du jour, son attitude dans diverses questions de la politique allemande et de la politique européenne. L'exposé des délibérations du Congrès de Stuttgart pourra donner une idée de l'état présent de la démocratie socialiste allemande.

I

UNE FÊTE SOCIALISTE

Six semaines avant la réunion du Congrès, le Comité Directeur avait fait connaître, par le journal central du parti, le *Vorwærts*, la date du Congrès et son ordre du jour provi-

soire. Depuis, dans la presse, dans les sociétés politiques, dans les grandes réunions publiques, les questions qui devaient occuper le Congrès avaient été discutées à fond par les camarades. Dans les réunions publiques du parti, les délégués avaient été élus. Et maintenant, ces délégués, les chefs, les agitateurs du parti arrivaient de tous les points de l'Allemagne pour veiller aux intérêts communs de la démocratie socialiste.

Les séances devaient commencer le lundi matin. Le dimanche après midi, les délégués étaient à peu près tous arrivés et se rendaient à la fête que leur offraient les socialistes de Stuttgart pour leur souhaiter la bienvenue. La fête fut célébrée au [illegible] de [illegible]. Plus de quatre mille personnes y assistaient [illegible] selon l'usage des fêtes socialistes, par [illegible] et musiques. La porte principale était entourée de [illegible] et ornée de tentures rouges. A l'intérieur, les colonnes [illegible] sur les murailles, entourées de drapeaux et d'[illegible] rouges, portaient des devises. Ici : « La conviction est l'honneur de l'homme. » — Là : « L'union des grandes [illegible] » — « Le peuple du travail [illegible] » — « Avec nous le peuple, [illegible] » Ailleurs, le mot de Galilée : « Et pourtant elle tourne ! » — Les vers de Henri Heine : « Il y a [illegible] assez de pain — pour tous les enfants des hommes. » Une estrade avait été construite; elle était ornée de drapeaux rouges [illegible] des sociétés chorales qu'on allait entendre, et de [illegible]. Deux bustes de marbre, entourés de grandes [illegible], avaient été placés aux deux extrémités : à droite celui de Lassalle, à gauche celui de Marx. En face, à l'autre extrémité du temple, au-dessus de la porte, en gros caractères était inscrite la parole du *Manifeste des Communistes* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

La fête commença à six heures. Après l'audition de morceaux de musique, des sociétés chorales dont les membres étaient des socialistes, les sociétés « Liberté », « Égalité » et « Lassalia », de Stuttgart, « [illegible] » de Cannstatt, chantèrent pour les délégués un chant de bienvenue. On donna ensuite

une représentation [illegible]
était [illegible]
berga. [illegible]
[illegible]
huit [illegible]
[illegible]
dansèrent [illegible]
Souabe [illegible]
les environs [illegible]

Elle [illegible]
le pays [illegible]
charme [illegible]
[illegible]
vous saluer [illegible]
gage [illegible]
les provinces [illegible]
heureux [illegible]
Comme [illegible]
emporterai [illegible]
ils apparaissaient [illegible]
paisibles [illegible]
universelle [illegible]
présente au jour [illegible]
comme [illegible]
éclatèrent tumultueux. Puis [illegible]
sement disparut [illegible]
reprirent à nouveau. [illegible]
fussent terminées. Elle [illegible]
monta lentement jusqu'au sommet [illegible]
de rochers et de broussailles, qui figurait une montagne. [illegible]
couples la suivirent et se disposèrent autour d'elle, sur les
deux penchants : « Déjà une fois, dit-elle aux délégués, il y a
vingt-huit ans, je vous ai salués dans les murs de Stuttgart.
Depuis, les cœurs ont été gagnés au parti de l'avenir. La capi-
tale vient d'être conquise. Le parti n'est plus comme alors un
simple nom, il est devenu une puissance. Il est aujourd'hui
conduit par des vétérans éprouvés à la lutte et par des jeunes

soire. Depuis, dans la pr
dans de grandes réunions
vaient occuper le Congrès a
camarades. Dans des réuni
gués avaient été élus. Et m
les agitateurs du parti, arri
magne pour veiller aux int
socialiste.

Les séances devaient comm
après midi, les délégués étai
rendaient à la fête que leur
gart, pour leur souhaiter la
au cirque de Marienplatz. P
assistaient. Le cirque était, s
paré d'ornements symboliqu
tourée de sapins et ornée de
des écussons, fixés sur de hau
et d'étendards rouges, portaien
tion est l'honneur de l'homme.
idées, la violence lutte vaineme
doit forger lui-même ses destin
avec nous la victoire. » Ailleur
pourtant elle tourne ! » — Les ve
ici-bas assez de pain — pour tous
Une estrade avait été construite; el
rouges, de bannières de sociétés cho
et de broutilles de sapin. Deux bust
plantes buissonneuses, avaient été pla
à droite, celui de Lassalle; à gauche,
à l'autre extrémité du cirque, au-dessu
caractères était inscrite la parole du *Ma*
nistes : « Prolétaires de tous les pays, un

La fête commença à six heures. Aprè
ceaux de musique, des sociétés chorale
étaient des socialistes, les sociétés « Libert
« Lassalia », de Stuttgart, « En avant » de Can
pour les délégués un chant de bienvenue. On

aient été faites, que des tempêtes d'applaudis-
nt soulignées. La conviction ardente, l'enthou-
mé qui brillaient dans les yeux de ces hommes
hœur les chants du parti, la résolution âpre que
rs visages et qui éclatait dans leur voix, étaient
s que rien ne sortirait de leurs délibérations qui
nonie avec l'idéal révolutionnaire du socialisme.
venait d'être fait à la représentation symbolique
parti, incarnée dans l'union fraternelle de ses
était un gage de l'esprit de concorde qui plane-
de tous les débats, et qui permettrait de tout
que l'on eût jamais à craindre pour l'unité du

II

ORTS DU COMITÉ DIRECTEUR DU GROUPE PARLEMENTAIRE

ne la représentation suprême de la démocratie
nde. C'est lui qui décide de l'orientation à
que du parti, qui fixe dans les grandes lignes
dans la gestion des affaires, comme dans
ire. Le Comité Directeur du parti et le
ocialiste du Reichstag sont ses manda-
fonctions essentielles du Congrès est-elle
uite.

avant la réunion du Congrès, par des
sont envoyés aux délégués et que
aliste. Les mécontentements ont le
s les journaux et dans les réunions
là pour entendre les griefs, les
Les deux premiers articles de
ngrès sont relatifs au rapport du
r le rapport des contrôleurs, et

xposé de

guerriers serrés pour le combat, et la joie fière de l'assaut, la joie de la victoire leur a fait planter la bannière rouge sur le rempart le plus élevé, et leur fait mêler des cris d'allégresse aux accents, aux accents puissamment enivrants de la marche triomphale. » A ces mots, les milliers d'hommes réunis dans la salle entonnèrent la *Marche des Socialistes :* « Allons, socialistes, serrez les rangs ! » Et lorsqu'arrivait la fin de chaque couplet : « Tel est le but que nous poursuivons. Telle est la guerre sainte du travail; à nous le peuple, à nous la victoire ! » alors, par le même jeu de projections, la scène s'embrasait, et Wurtembergia, entourée des couples souabes, transfigurée par ces lueurs de feu, symbolisait pour les yeux la Révolution sociale évoquée par la *Marche des Socialistes.* La salle frémissait d'enthousiasme.

Après cette représentation, qui se termina par un vivat à la démocratie socialiste internationale, poussé par la salle entière, le nouveau député de Stuttgart, le camarade Karl Kloss, salua à son tour les délégués et exposa l'état du mouvement socialiste dans le Wurtemberg : « Nous avons un allié puissant, un allié malgré lui, dit-il, le *Capitalisme.* Il a creusé dans de larges couches sociales les sillons du mécontentement, notre devoir était de jeter dans ces sillons les semences de la connaissance, et cette semence a levé d'une façon magnifique. » Kloss fit ensuite allusion aux menaces de l'Empereur contre le droit de grève; au toast qu'il venait de prononcer à Œynhausen, le 6 septembre, et par lequel il avait annoncé son intention de faire déposer au Reichstag un projet de loi punissant de la maison de force (1) toute incitation à la grève : « On a beau nous menacer de la maison de force, déclara Kloss, nous nous sommes déjà trouvés devant d'autres menaces, et nous n'avons pas tremblé. Dans un cas semblable, la maison de

---

(1) Nous traduisons ainsi le mot *Zuchthaus.* Ce qui distingue essentiellement la *Zuchthaus* de la *Gefængnis* (prison), c'est que la *Zuchthaus* est toujours infamante. Le lecteur doit se représenter ce caractère infamant toutes les fois que nous employons le mot : maison de force.

force n'est pas déshonorante pour le prolétariat. » Et Kloss termina son discours par un vivat à la démocratie socialiste internationale.

Liebknecht parut ensuite sur l'estrade; son apparition fut saluée d'applaudissements sans fin. Cet homme de soixante-treize ans, qui est encore jeune, la chevelure et la barbe grises, mais l'œil étincelant de vie, de sa voix chaude, tendre, prenante, remercia, au nom des délégués, les socialistes de Stuttgart. Il montra les difficultés contre lesquelles avaient eu à lutter les camarades souabes; il rappela les circonstances dans lesquelles un congrès socialiste avait été tenu à Stuttgart, en 1870, « immédiatement avant qu'éclatât *cette guerre exécrable entre la France et l'Allemagne* ». Liebknecht parla ensuite des menaces de l'Empereur : « Nous avons triomphé, dit-il, de crises plus dangereuses, et nous avons vu, récemment encore, comment a été conduit au tombeau un homme dans la main duquel fut concentrée plus de puissance que dans celle d'aucun autre homme depuis la mort de Napoléon. Il entreprit la lutte contre la démocratie socialiste; il essaya, après avoir tenté en vain de nous corrompre et de nous séduire, et de nous atteler à son char, de nous anéantir par des moyens violents. Nous avons accepté la lutte, la lutte contre la police, la lutte devant les tribunaux, la lutte sous le régime d'exception; nous avons lutté douze ans, et cet homme, armé de toute la puissance de son siècle, cet homme qui a eu à sa disposition toutes les forces mécaniques du capitalisme comme pas un autre de notre temps, — il a été broyé par la démocratie socialiste, et il a été broyé parce que la démocratie socialiste est un produit nécessaire de la société capitaliste actuelle.... Et maintenant, après que nous avons triomphé d'un Bismarck, il n'y a plus de combat que nous ayons à craindre, il n'y a plus d'adversaire que nous devions redouter, nous acceptons la lutte avec tous nos ennemis ! »

Liebknecht signala ensuite la présence de camarades français dans la salle. De vifs applaudissements éclatèrent, significatifs.

« La démocratie socialiste, poursuivit-il, ne connaît pas

de différence entre nationalisme et internationalisme. Les nations sont des individus, et, de même que nous ne voulons pas que la liberté des individus disparaisse dans le socialisme, ainsi le caractère des nations ne doit pas périr dans l'internationalité. Ce sont des insensés ou des menteurs conscients, ceux qui cherchent à établir une opposition entre nationalisme et internationalisme. La démocratie socialiste est internationale, et il faut qu'elle reste internationale, car il faut qu'elle reste fidèle à sa nature et à son origine. » Et Liebknecht finit lui aussi son allocution par un vivat à la démocratie socialiste internationale. L'enthousiasme de la salle était immense ; depuis plusieurs minutes Liebknecht avait regagné sa place que les applaudissements duraient encore.

Les morceaux de musique et les chants, chants populaires de Souabe, chants socialistes, succédaient aux discours ; des exercices de gymnastique succédèrent aux chants et aux morceaux de musique ; une représentation allégorique était réservée pour la fin. Les rideaux qui cachaient la scène étaient réunis ; sur le bord de la scène, avec beaucoup de gaieté, un camarade récita une poésie où était raillée la manie d'élever des monuments aux gens de guerre et aux gouvernants. Nos neveux riront de nous, disait le poète. Ils mettront à la chambre aux débarras ces monuments, et ne voudront se souvenir que des penseurs et des créateurs. Et la poésie exprimait maintenant la reconnaissance et le respect de l'humanité future pour ceux-là seuls qui se seront dévoués au vrai et au bien. Elle se terminait par ces mots : « En ce temps, en ce temps sage, humain, on ne découvrira que ce monument. » Et comme ces mots étaient prononcés, les rideaux se séparèrent et l'on aperçut un groupe en marbre. Marx était au milieu, assis. A sa gauche se trouvait, debout, Engels tendant un drapeau sur la tête de son ami ; à sa droite, Lassalle, debout aussi, la main sur l'épaule de Marx. Les camarades regardaient, respectueux et graves. Ils restèrent longtemps silencieux, émus.

La soirée était finie. Le Congrès n'avait pas encore été ouvert ; mais on pouvait déjà pressentir ce que serait un congrès que précédait une pareille fête. Des déclarations

énergiques avaient été faites, que des tempêtes d'applaudissements avaient soulignées. La conviction ardente, l'enthousiasme enflammé qui brillaient dans les yeux de ces hommes chantant en chœur les chants du parti, la résolution âpre que reflétaient leurs visages et qui éclatait dans leur voix, étaient des gages sûrs que rien ne sortirait de leurs délibérations qui ne fût en harmonie avec l'idéal révolutionnaire du socialisme. L'accueil qui venait d'être fait à la représentation symbolique de l'unité du parti, incarnée dans l'union fraternelle de ses grands chefs, était un gage de l'esprit de concorde qui planerait au-dessus de tous les débats, et qui permettrait de tout discuter sans que l'on eût jamais à craindre pour l'unité du parti.

II

RAPPORTS DU COMITÉ DIRECTEUR ET DU GROUPE PARLEMENTAIRE

Le Congrès forme la représentation suprême de la démocratie socialiste allemande. C'est lui qui décide de l'orientation à donner à la politique du parti, qui fixe dans les grandes lignes la conduite à suivre dans la gestion des affaires, comme dans l'œuvre parlementaire. Le Comité Directeur du parti et le groupe démocrate socialiste du Reichstag sont ses mandataires. Aussi une des fonctions essentielles du Congrès est-elle de contrôler leur conduite.

Ils la font connaître, avant la réunion du Congrès, par des rapports imprimés qui sont envoyés aux délégués et que reproduit la presse socialiste. Les mécontentements ont le temps de se faire jour dans les journaux et dans les réunions du parti. Le Congrès sera là pour entendre les griefs, les explications, et pour juger. Les deux premiers articles de l'ordre du jour de chaque Congrès sont relatifs au rapport du Comité Directeur, complété par le rapport des contrôleurs, et au rapport sur l'activité parlementaire.

Le rapport du Comité Directeur contient, outre l'exposé de

ses propres actes, des efforts dépensés par lui pour l'organisation, pour la propagande sous toutes ses formes, un exposé de l'état général du parti, de l'état des questions qui l'ont préoccupé depuis le dernier Congrès. Le rapport soumis aux délégués de Stuttgart faisait une large place à la question des élections prochaines pour le Landtag prussien, qui avait suscité de vives discussions depuis le Congrès de Hambourg; à la question des élections générales pour le Reichstag, le grand événement de l'année; il signalait les progrès faits par l'institution des *Secrétariats du Travail*, les résultats en général satisfaisants du mouvement des grèves, les violences du haut patronat et de la police, les manifestations de la partialité des juges, de la perfide hostilité des gouvernements; il exposait l'état de la presse du parti; l'état financier du parti. Citons quelques chiffres : Le parti a 67 journaux politiques, qui comptent 378,880 abonnés, et dont les recettes s'élèvent à 4,097,460 francs. La librairie du *Vorwærts*, à elle seule, a répandu dans les masses, pendant l'année, un million et demi d'écrits de propagande; le parti a dépensé, pour les élections, plus de 875,000 francs; il a obtenu plus de deux millions de voix sur moins de huit millions de suffrages. Le rapporteur Auer avait le droit, semble-t-il, de demander aux mécontents et aux pessimistes de ne pas se montrer trop sévères.

Le rapport sur l'activité parlementaire faisait connaître l'attitude du groupe socialiste dans les grandes questions qui ont occupé le Reichstag pendant l'année : son opposition systématique au militarisme et à la politique coloniale de l'Empire; ses efforts pour sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière, les intérêts des petits; les projets de loi déposés par lui, l'attitude prise en face d'eux par le gouvernement et les divers partis.

Après avoir entendu le rapporteur du groupe socialiste, et après une discussion générale, divers délégués soumirent au Congrès des propositions que le groupe serait chargé de défendre au Parlement; ces propositions avaient été élaborées dans des groupes d'études, dans des cercles politiques, dis-

cutées et votées dans les réunions publiques du parti; le Congrès les examinait et votait; il transmettait ainsi au groupe socialiste les vœux du parti; par l'intermédiaire du Congrès, le groupe parlementaire prenait contact avec la masse socialiste; les inspirations venues de la masse socialiste allaient vivifier l'action parlementaire.

Nous n'entrerons pas dans le détail des discussions auxquelles donnèrent lieu les rapports du Comité Directeur et du groupe socialiste. Une question s'est posée, qui a rejeté toutes les autres au second plan : la question de la tactique. C'est d'elle que nous nous occuperons.

III

DÉBATS SUR LA TACTIQUE

Quelle devait être l'attitude du parti en présence des sollicitations des modérés ? Cette question n'avait pas été mise directement à l'ordre du jour. C'est pourtant elle qui a le plus longtemps occupé le Congrès, qui a fait l'objet des débats les plus vifs. Elle s'est posée spontanément à l'occasion des résultats obtenus par la démocratie socialiste aux dernières élections pour le Reichstag. Et la façon dont la discussion s'est poursuivie, avec continuité, pendant six séances, à travers des débats relatifs à d'autres objets de l'ordre du jour, atteste l'importance exceptionnelle que cette question avait pour tous, les vives préoccupations qu'elle exprimait.

Le conflit de la politique modérée et de la politique radicale, qui éclatait ainsi au Congrès de Stuttgart, n'était pas un fait nouveau dans l'histoire du parti; ce n'était pas, à Stuttgart, un fait inattendu. Déjà, en 1875, Bebel dénonçait, au premier Congrès de Gotha, une tendance à l'oubli des principes révolutionnaires ; à Gotha, en 1890, à Erfurt, en 1891, les « Jeunes », les « Indépendants » accusaient les chefs du parti de donner dans l'opportunisme ; et Liebknecht et Bebel, après avoir proclamé l'inanité des accusations portées contre la direction

générale du parti, signalaient à leur tour le péril réformiste et mettaient le parti en garde contre la politique modérée de Vollmar. En d'autres Congrès s'est manifesté, quoique avec moins de violence, l'antagonisme des deux politiques et des deux tendances.

C'est que cet antagonisme a ses racines dans l'essence même du mouvement démocrate socialiste en Allemagne.

Le but poursuivi, c'est la socialisation des moyens de production et d'échange ; par la concentration progressive du capital et par l'accroissement correspondant de la classe des prolétaires, l'évolution de la société capitaliste conduira à ce but. Mais il faut que les prolétaires, écrasés par les forces capitalistes de la société présente, soient en état de mener la lutte contre elle : pour cela, il faut les organiser en un parti de classe, en un parti de combat, — la démocratie socialiste est ce parti; — il faut aussi élever leur niveau physique et intellectuel pour faire d'eux des combattants robustes et redoutables : et de là résulte la nécessité d'améliorer la situation des travailleurs dans le cadre de la société présente, en attendant l'heure où l'accumulation des forces prolétariennes le fera éclater. Et ainsi, vis-à-vis du prolétariat, la démocratie socialiste doit remplir une double mission : l'arracher à l'exploitation économique et à la domination politique de la classe capitaliste, par la suppression de la forme de production capitaliste; et, en attendant cette transformation révolutionnaire, améliorer son sort par des réformes.

Ces deux modes d'activité peuvent se concilier : théoriquement, bien loin de se contredire, ils se complètent ; et le programme que la démocratie socialiste allemande s'est donné à Erfurt, en 1891, et dont la première partie pose les principes théoriques et les fins dernières, la seconde, les revendications présentes, n'enveloppe logiquement aucune contradiction. Mais on comprend qu'en fait, dans la réalité, l'état d'équilibre entre les préoccupations pratiques et les fins révolutionnaires soit difficile à garder.

Soucieux d'obtenir des réformes, les démocrates socialistes sont entrés au Reichstag, dans divers Landtags, dans un grand

nombre de conseils municipaux; ils ont fondé des coopératives, ont pris place dans les conseils de prud'hommes, se sont mis à la tête du mouvement syndical. Il y a là un champ immense d'activité pratique. Et le danger existe, que cette activité pratique devienne absorbante au point d'exclure les préoccupations révolutionnaires. Le souci quotidien des améliorations immédiates menace de faire obstruction à la vue claire du but; ce qui n'était primitivement qu'un moyen tend à se poser comme fin et à s'opposer ainsi à la fin primitive. Et ainsi, même en tant que représentation exclusive des intérêts de classe du prolétariat, la démocratie socialiste recèle des germes latents d'antagonismes.

Mais la démocratie socialiste allemande n'est pas la représentation exclusive des intérêts de classe du prolétariat. L'œuvre démocratique que la bourgeoisie a accomplie en d'autres pays, par exemple en Angleterre et en France, en Allemagne les partis bourgeois se sont montrés incapables de l'accomplir. La classe ouvrière organisée, la démocratie socialiste l'a entreprise. Aussi d'autres suffrages sont-ils venus à la démocratie socialiste que les suffrages du prolétariat. Des hommes de toutes les classes écrasées par la souveraine puissance du capital, petits fonctionnaires, petits artisans, petits paysans, lui ont confié leurs destinées. Certaines régions de petite propriété paysanne, par exemple plusieurs circonscriptions de la Bavière, ont choisi pour députés au Landtag, au Reichstag, des démocrates socialistes. La démocratie socialiste allemande, dans son ensemble, ne représente donc pas exclusivement les intérêts du prolétariat. Celui-ci forme bien toujours l'ossature du parti; il n'est plus son unique substance. L'homogénéité primitive de la démocratie socialiste a disparu par l'adjonction d'éléments nouveaux; et dans l'hétérogénéité des éléments qu'elle renferme actuellement réside une source nouvelle de conflits. Tandis que les prolétaires, perpétuellement aux prises avec le capital, grand et petit, ne peuvent espérer le salut de leur classe que de la destruction totale du capital sous toutes ses formes, et demandent à la démocratie socialiste de l'anéantir, les petits bour-

geois, petits artisans, petits paysans venus à elle, attendent d'elle surtout des mesures protectrices. Leurs classes, opprimées par le grand capital, ne sont directement hostiles qu'au grand capital. Aussi ne demandent-ils pas à la démocratie socialiste de supprimer le capital en général ; ils lui demandent seulement de contenir sa tendance expansive. Ils attendent d'elle des mesures d'assistance, tandis que le prolétariat militant attend d'elle la révolution sociale.

De cette diversité des éléments et des intérêts représentés par la démocratie socialiste résulte donc le même conflit de tendances réformistes et de tendances révolutionnaires que nous avons vu résulter de la double mission que doit remplir la démocratie socialiste vis-à-vis du prolétariat. La tendance réformiste à l'intérieur du mouvement prolétarien double donc son énergie de l'énergie de la tendance réformiste des éléments non prolétariens venus à la démocratie socialiste ; de ces préoccupations pratiques de sources diverses résulte dans le parti un courant réformiste, que croise un courant révolutionnaire qui répond à la poursuite de l'idéal socialiste par le prolétariat organisé. Et la présence latente de ces deux courants dans le mouvement démocrate socialiste détermine l'apparition périodique de conflits violents comme celui qui vient d'éclater à Stuttgart.

Diverses circonstances particulières l'avaient préparé. Bernstein, l'un des théoriciens du parti, réfugié à Londres, avait publié dans la revue scientifique de la démocratie socialiste allemande, la *Neue Zeit,* une série d'articles intitulée *Problèmes du Socialisme,* où était prônée la tactique réformiste. Bernstein s'efforçait de montrer l'esprit démocratique transformant par un travail continu les institutions de la société présente, tendant à affranchir le mouvement syndical et le mouvement coopératif de toutes les entraves légales, à régler selon les revendications des organisations ouvrières l'adjudication des travaux publics, à soumettre le travail industriel à une législation protectrice. Le rôle de la démocratie socialiste était, selon lui, non pas de spéculer sur de

grandes catastrophes, mais de lutter pour obtenir des réformes propres à élever le niveau de la classe ouvrière et à transformer l'État dans le sens de la démocratie. Ce long mouvement de réformes, d'améliorations pratiques était le seul élément positif de l'activité du parti. « Le mouvement est tout pour moi, avait dit Bernstein; ce que l'on appelle communément but final du socialisme n'est rien. » Et cette parole de l'exilé, venue comme des hauts sommets de la théorie pure, livrée aux camarades comme la confession suprême d'une inébranlable conviction scientifique, avait suscité un vif émoi dans les consciences. C'était un défi froidement jeté à la grande tradition révolutionnaire du parti par l'un de ses penseurs les plus respectés. — Et à l'antipode de la théorie, dans une réunion électorale, l'avocat Wolfgang Heine, candidat du parti, avait prononcé le nom de *politique de compensation*, avait parlé d'un « échange de canons contre des droits du peuple ». On accorderait au gouvernement les crédits militaires pour faire donner au peuple des droits.

Le scandale fut grand. Des protestations s'élevèrent de toutes parts. Le camarade Parvus, alors directeur de la *Sæchsische Arbeiterzeitung*, s'éleva avec indignation à la fois contre les déclarations de Bernstein et contre celles de Heine. Il dénonça de toutes parts les symptômes de l'esprit de modérantisme et de compromission, et rappela aux camarades les principes révolutionnaires et l'idéal socialiste. Sa critique fut âpre, ses coups portèrent indistinctement, avec violence, sur tous ceux qui avaient, de près ou de loin, favorisé la tendance modérée. Et les mécontentements qu'avaient fait naître Bernstein et Heine se compliquèrent de ceux que provoqua Parvus.

Les choses en étaient là, lorsque la représentation suprême du parti, le Congrès, se réunit à Stuttgart. Un petit groupe se forma, qui mena l'assaut contre les modérés. Les quelques personnes qui le composaient étaient Rosa Luxemburg, une juive polonaise, à la parole ferme, ardente mais non fiévreuse, sûre, précise, jeune fille petite, mince, qui monta sur une chaise près de la tribune pour prononcer son premier discours;

Clara Zetkin, la véhémente propagandiste, violente, passionnée ; Schœnlank, député de Breslau, rédacteur en chef de la *Leipziger Volkszeitung*, qui, trois ans auparavant, au Congrès de Breslau, dans la discussion du programme agraire, avait compté parmi les modérés, avait été jusqu'à parler de la nécessité de reviser les principes, et qui maintenant, conquis à la tactique révolutionnaire, éclatait, de toute son âme et de tous ses nerfs, en invectives enflammées ; enfin, Stadthagen, le fougueux député berlinois, qui mit le feu aux poudres. Parvus était présent, mais il n'était pas délégué. Aussi son rôle ne fût-il que de peu d'importance. Il ne prit la parole qu'une fois, pour s'expliquer, autorisé, sur la proposition de Singer, par un vote de l'assemblée. — La thèse de la politique modérée était défendue par l'avocat berlinois Wolfgang Heine, député, homme jeune, froid, et qui opposait à la fougue des révolutionnaires le calme d'une parole lente, nette, amère ; et par l'ancien député Péus, qui venait d'être battu aux dernières élections, ancien candidat de théologie, à la figure forte, la barbe et la moustache rasées, et dont la parole rude, lente, avec des accents onctueux par instants, rappelait l'éloquence d'un pasteur en chaire. Le chef du parti bavarois, Georg von Vollmar, qui représente depuis longtemps dans la démocratie socialiste allemande la tendance modérée, et dont le modérantisme exprime les préoccupations essentiellement démocratiques et réformistes de la population de petite propriété paysanne de la Bavière, prêta à Péus et à Heine, contre les révolutionnaires, l'appui de son éloquence forte et calme, de sa science, de son déterminisme historique, patient et résigné.

Malgré des réserves qui étaient inévitables, la pensée des modérés se formula avec précision. Elle éclata en quelques mots caractéristiques. « Je pense, déclara Heine, que ce n'est rien de plus qu'une différence de tempérament qui fait que l'un met au premier plan cette partie du programme, l'autre, celle-là. » « Il n'y a absolument pas de fins dernières », dit Péus. « Il ne pourrait pas arriver à la démocratie socialiste allemande, déclara Vollmar, de plus grand

malheur que d'être obligée de prendre actuellement le pouvoir politique. »

Les « radicaux » étaient indignés. Au scepticisme des modérés ils opposèrent leurs principes, leur foi révolutionnaires. « J'avais cru jusqu'ici, s'écria Clara Zetkin, que l'affirmation énergique de notre fin dernière était le résultat d'une connaissance scientifique, d'une conviction politique, et non une affaire de tempérament! » « J'affirme, déclara Rosa Luxemburg, que pour nous comme parti révolutionnaire, comme parti du prolétariat, il n'existe pas de question plus pratique que celle du but final. En effet, en quoi consiste proprement le caractère socialiste de tout notre mouvement? Notre lutte pratique proprement dite se divise en trois points : la lutte syndicale, la lutte pour la réforme sociale, et la lutte pour la transformation dans le sens démocratique de l'État capitaliste. Ces trois formes de notre lutte sont-elles à proprement parler du socialisme? Pas du tout. Tout d'abord le mouvement syndical. Regardez l'Angleterre. Non seulement le mouvement syndical n'y est pas socialiste, mais il y est directement un obstacle au socialisme. Quant à la réforme sociale, elle est tout aussi bien prônée par le socialisme de la chaire, par les socialistes nationalistes et par des gens semblables. Et l'effort pour démocratiser est quelque chose de spécifiquement bourgeois. Avant nous la bourgeoisie avait déjà inscrit la démocratie sur son drapeau. Qu'est-ce donc qui fait de nous, dans notre lutte de tous les jours, un parti socialiste? C'est seulement le rapport de ces trois formes de notre lutte pratique au but final. C'est seulement le but final qui constitue l'esprit et le contenu de notre lutte socialiste, qui fait d'elle une lutte de classe. Et nous devons entendre par but final non pas, comme le voudrait Heine, telle ou telle représentation de l'État de l'avenir, mais ce qui doit précéder la société future, à savoir la conquête de la puissance politique.... Pour nous aucun doute ne doit planer sur ce point, que nous devons aspirer à la conquête de la puissance politique. Chaque jour peut nous apporter des surprises. Nous ne sommes pas sûrs de ne pas nous trouver soudain devant la

question de savoir ce que nous ferons demain, si nous arrivons au pouvoir. Il faut donc que nos idées sur ce que nous avons à faire soient parfaitement claires, et alors nous resterons les maîtres, malgré vents et marées. » « Bernstein a écrit dans la *Neue Zeit*, dit Rosa Luxemburg à la fin d'un second discours : « Le but final n'est rien pour moi, le mouvement est tout. » Je ne crois pas que les ouvriers allemands se placent à ce *point de vue décadent*.... Il faut que l'État actuel soit détruit, et il ne peut être détruit que par la conquête de la puissance politique. Cela est, cela doit rester notre but final; aussi je pense que les ouvriers allemands se placeront à ce point de vue : « Le mouvement comme tel n'est rien pour nous, le but final est tout. »

Contre la politique de compromission, les « radicaux » prononcèrent un violent réquisitoire. « On nous recommande, dit Rosa Luxemburg, une politique de compensation. Mais qu'est-ce qui pourrait résulter pour nous d'une pareille politique? Prenons le cas le plus favorable. Admettons que le contrat d'échange soit honnêtement conclu des deux côtés et honnêtement observé : ce que nous obtenons n'existe que sur le papier.... Au contraire, ce que l'État capitaliste obtient de nous en échange a une existence solide, brutale. Les canons, les soldats que nous accordons modifient les relations de puissance à notre désavantage.... Nous nous affaiblissons et fortifions l'adversaire. » « Je crois, déclara Schœnlank, qu'en aucun temps la politique de conciliation, la politique de compensation n'a fait si misérablement fiasco, en se heurtant à la brutalité des faits, que précisément aujourd'hui. On parle d'échanger des canons contre des droits. Eh bien ! le gouvernement est prêt à nous donner des droits pour des canons ; seulement, à l'instant même où nous voudrions employer pratiquement ces droits, les canons partiraient contre les droits et contre leurs défenseurs!... En ce temps de lutte du capitalisme organisé et coalisé, nous avons tout lieu, nous, parti du combat, de suivre une tactique unitaire, décidée, radicale, de mettre ouvertement au jour nos fins dernières, et d'affirmer de toute notre énergie qu'aujourd'hui seule l'ancienne

tactique prolétarienne et révolutionnaire, qui ne connaît pas de conciliation et pas d'arrangement, convient à notre parti.

Les paroles des « radicaux » excitaient de nombreux applaudissements. L'assemblée n'était pourtant pas avec eux sans réserve. Des bravos se firent entendre, lorsque Péus, prenant, avec calme, la parole après que Schœnlank eut rempli la salle des accents de son éloquence fiévreuse et passionnée, déclara qu'à entendre de pareils discours on se croirait dans une réunion publique. Vollmar fut applaudi lorsqu'il railla la prétention de quelques nouveaux venus — il faisait allusion à Rosa Luxemburg — à enseigner aux vétérans du parti l'ABC du socialisme; et des applaudissements nourris éclatèrent lorsqu'il quitta la tribune sur cette parole : « La démocratie socialiste a su résister à tous ses ennemis du dehors : elle saura aussi s'émanciper de la Phrase. »

Quel était exactement le sentiment de l'assemblée?

Le mardi soir, après quatre séances de discussion, Kautsky, le directeur de la *Neue Zeit*, prit la parole. On lui avait reproché de n'avoir pas fait connaître le sentiment de la rédaction sur les articles de Bernstein. Il s'expliqua. Il attendait que les contradicteurs de Bernstein envoyassent des articles à la *Neue Zeit*, « l'organe de discussion du parti »; il se réservait de parler ensuite. Mais, puisque son silence avait été interprété par quelques-uns comme une adhésion, il avait décidé de ne pas le prolonger davantage. Et, devant la représentation suprême du prolétariat militant, le théoricien Kautsky, d'une voix rapide, en des phrases brèves, d'une précision saisissante, dit ce qu'il pensait des théories de Bernstein. « Bernstein estime, dit-il, que l'évolution se produira désormais dans les luttes économiques sans grandes catastrophes. Le prolétariat gagne toujours plus de droits politiques, toujours plus de puissance économique par le mouvement syndical, par l'influence qu'il a acquise dans l'administration des communes, par la formation de sociétés coopératives, etc.; ainsi le mode de production socialiste

recouvrirait peu à peu de son foisonnement le mode de production capitaliste, jusqu'à ce qu'un jour celui-ci disparaisse en s'absorbant dans la société socialiste. On a dit que cette opinion était insensée. Non, cette opinion de Bernstein repose sur des faits positifs. Elle n'a qu'un défaut : pour notre malheur, ces faits ne se rapportent pas à l'Allemagne, mais à l'Angleterre.... L'Angleterre est un pays tout à fait exceptionnel par sa structure politique, par les lois de son évolution politique, par ses tendances politiques. En Angleterre, la situation est autre que dans le reste du monde. Grâce à son histoire, grâce à sa situation insulaire, nous y voyons un grand État sans armée, sans bureaucratie, sans classe de paysans ; l'agriculture y est de minime importance, — la population agricole ne s'y élève qu'à 5 p. 100 de la population totale. Nous voyons qu'en Angleterre l'opposition du capital et du travail est bien moindre que partout ailleurs malgré les progrès économiques, et que le capital anglais est devenu déjà beaucoup trop grand pour trouver un abri dans la seule industrie anglaise. Le capital anglais est placé dans le monde entier ; la partie du capital placé dans l'industrie anglaise devient chaque jour plus minime, et la partie qui a intérêt à l'exploitation des ouvriers anglais devient par là chaque jour moindre. Mais les hommes sont par nature disposés à la compassion, et cette disposition s'affirme toujours lorsqu'elle ne rencontre pas la résistance d'intérêts personnels. Aussi voyons-nous qu'en Angleterre la bourgeoisie soutient les grèves des ouvriers, lorsque les sociétés de capitalistes veulent anéantir les syndicats. La philanthropie est en Angleterre une puissance, comme en nul autre pays. Par suite il est en Angleterre possible que les ouvriers arrivent peu à peu au pouvoir par une voie pacifique, sans catastrophe. Mais cela n'est pas une découverte récente de Bernstein ; Marx le proclamait déjà il y a plus de vingt ans, lorsqu'il écrivait que l'Angleterre est le pays dans lequel un passage pacifique du capitalisme au socialisme est possible. Possible ! Car des catastrophes n'y sont pas inconcevables.... Mais nous ne trouvons la même situation nulle part dans le monde entier ; même dans l'Amé-

rique, qui a d'ailleurs tant de points communs avec l'Angleterre, nous trouvons une situation toute différente. Nulle part la tendance à des catastrophes violentes n'est si grande, si menaçante, qu'en Amérique, et déjà l'Amérique suffirait à renverser la théorie de Bernstein. Mais l'état des choses n'est pas différent chez nous, en Europe. C'est partout le militarisme au plus haut degré de développement; partout une bureaucratie, qui règne en maîtresse absolue non seulement dans les États monarchiques, mais aussi en France. Nous avons en outre sur le continent européen l'influence prépondérante de la grande propriété foncière; la bourgeoisie se courbe sous la domination du sabre, elle a cessé d'être une puissance démocratique. Ici, chez nous, il n'y a qu'une puissance démocratique, c'est le prolétariat. Nous pouvons peut-être encore utiliser les restes démocratiques du temps de la jeunesse de la bourgeoisie; mais que la bourgeoisie ait la possibilité de conquérir de nouveaux droits démocratiques, c'est ce qui est inconcevable; cela n'est possible que par le prolétariat lui-même. Si Bernstein pense qu'il faut que nous ayons d'abord la démocratie, pour conduire ensuite pas à pas le prolétariat à la victoire, je déclare que les choses ne peuvent se passer chez nous que dans l'ordre inverse, que la victoire de la démocratie a pour condition chez nous la victoire du prolétariat. Nous ne pouvons absolument pas arriver à la vraie démocratie sans le prolétariat. Je reconnais que nous avons là une tâche très difficile, car le prolétariat ne peut pas sans la démocratie atteindre à son plein développement intellectuel. Je reconnais que la route que suit le prolétariat anglais est meilleure, réclame moins de sacrifices, et que nous devons souhaiter de pouvoir suivre le même chemin; mais la marche de l'histoire est déterminée non par de pieux souhaits, mais par les faits, et ceux-ci nous disent que la route des Anglais est impraticable pour nous, que la victoire de la démocratie ne peut résulter chez nous que de la victoire du prolétariat.

« Croit-on que cette victoire soit possible sans catastrophe? Je le souhaite... mais je ne le crois pas.... Nous voyons partout



en Europe de grandes catastrophes qui se préparent. L'Autriche n'est-elle pas à la veille d'une catastrophe? L'Italie, l'Espagne, à la veille de catastrophes sanglantes? La France ne s'apprête-t-elle pas à une lourde lutte entre la liberté civile d'une part, le militarisme et le cléricalisme de l'autre? Et de quoi parle-t-on en Allemagne? Parle-t-on peut-être d'extension des droits du peuple, d'extension du droit de coalition? Non, on parle de coup d'État, de suppression du droit électoral, de maison de force. Telles sont les perspectives que l'on nous ouvre, et avec ces perspectives il est impossible de songer au chemin que nous propose Bernstein. Si Bernstein était au milieu de nous, il serait le premier à le condamner, cela est ma ferme conviction.... Aussi continuerons-nous à combattre comme la situation réelle l'exige chez nous et l'exige de nous, et, dans ce combat, nous vaincrons ! »

Lorsque Kautsky monta à la tribune, l'assemblée venait d'entendre une longue déclaration de Bernstein, dont Bebel avait donné lecture. Bernstein donnait un résumé des idées développées dans ses articles de la *Neue Zeit;* il disait que ces articles étaient l'expression d'une conviction scientifique, et que le vote d'une assemblée ne changerait rien à ses vues. Cette déclaration avait produit dans cette assemblée d'hommes à la fois respectueux de la science et enchaînés de toutes les forces de leur âme à leur passé révolutionnaire, une émotion profonde, pénible. Et bien des consciences n'avaient sans doute pas encore maîtrisé leur trouble, lorsque Kautsky parla. Ce n'était pas un praticien habile, un homme d'action ardent et passionné, c'était un théoricien froid, dont la parole courte, sèche, saccadée traduisait la précision d'une pensée scientifique, qui opposait à la tactique évolutionniste et réformiste de Bernstein la nécessité de l'action révolutionnaire. L'alliance de la Science et de la Révolution, qui avait été l'œuvre de Marx et d'Engels, et que Bernstein avait voulu briser, était scellée à nouveau. Une démonstration scientifique, compréhensive au point d'expliquer l'attitude de Bernstein, avait rassuré les consciences inquiètes. Ce que la plupart avaient immédiatement senti, comme par instinct, Kautsky venait de l'exprimer

par des formules claires, lumineuses. Le silence fut absolu, tant qu'il parla. Dès qu'il eut fini éclata un tonnerre d'applaudissements. L'assemblée s'était prononcée. Un enthousiasme immense venait de saluer la tactique révolutionnaire.

Après Kautsky, Liebknecht parla. Après le directeur de la revue scientifique du parti, le rédacteur en chef du journal central; après le théoricien, l'homme politique, l'agitateur. Et « le vieux soldat de la Révolution » parla en révolutionnaire. Il expliqua que ce qui avait déplu dans Parvus, c'était son ton doctoral de magister, l'accent personnel de sa polémique, l'oubli de ce que l'on doit, dans la discussion, à des camarades. Mais si Liebknecht blâmait en Parvus la forme, il approuvait le fond; chez Bernstein il condamnait le fond, sans réserve : « Si les vues de Bernstein étaient justes, dit-il, nous pourrions enterrer notre programme et tout notre passé; nous cesserions d'être un parti prolétarien. » En Angleterre, depuis trois cents ans, les institutions du Moyen-Age n'existent plus; en Allemagne, elles ont survécu. « La bourgeoisie a abdiqué, et les *junker*, les prétoriens du capital sont prêts, à chaque instant, à acculer le pays à une catastrophe. Il est insensé de ne pas s'attendre à une catastrophe. Jetez un regard sur l'Italie; songez aux événements sanglants de cette année; jetez un regard sur la Hongrie et sur la France! Qui voudra affirmer qu'avec le projet de maison de force une évolution pacifique soit garantie chez nous? Qui voudra maintenant dire que le temps des catastrophes politiques, des luttes violentes soit passé? Ces luttes, nous ne les voulons pas, mais l'esprit qui anima Bismark jusqu'à la mort, Bismark qui ne désirait rien plus ardemment que de pousser le prolétariat sur les barricades, cet esprit règne aujourd'hui encore. Nous cherchons à éviter les catastrophes, nous, mais nos ennemis les préparent.

« Plus les antagonismes s'accentuent, et plus il faut que nous soyons unis. Mais au moment où nous laisserions s'effacer la ligne de démarcation qui nous sépare des partis bourgeois, où nous ne ferions plus savoir aux camarades ce qui

est prolétarien et socialiste, ce qui est bourgeois et démocratique, en ce moment la force de notre parti s'évanouirait. C'est sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat que repose la force de notre parti ; à l'instant où nous l'abandonnons, le même phénomène se produit qu'avec la force électrique : si le courant est interrompu, nous nous arrêtons sans force ; nous cessons d'être un parti de prolétaires à l'instant où nous cessons d'être un parti de lutte de classe.

« On a prononcé cette parole : « Le mouvement est tout pour moi, le but final n'est rien. » C'est une grande folie, car un pareil mouvement ne serait rien de plus qu'une course sans plan et sans raison. La camarade Luxemburg a dit inversement : « Le but final est tout pour moi, le mouvement n'est rien. » Cela est tout aussi faux. Car comment concevoir le but final sans mouvement? Non : notre travail est le mouvement pour le but final, et le but final est le renversement de la société capitaliste. »

Le député Wurm, chargé par le groupe démocrate socialiste du Reichstag du rapport sur l'activité parlementaire du parti, ne fut pas moins radical que Liebknecht et Kautsky : « Jusqu'ici, dit-il en achevant de parler, toutes les divergences d'opinion qui se sont manifestées ici ou là se sont dévoilées comme des malentendus. Mais si l'heure devait venir où ce ne seraient plus des malentendus, alors le parti, par sa représentation suprême, le Congrès, devrait saisir lui-même le gouvernail, et, d'un solide coup de barre, diriger à gauche le navire du parti ». « La révolution est le fondement de notre existence », déclara-t-il dans la discussion qui suivit.

Après les déclarations révolutionnaires du théoricien Kautsky, après les déclarations révolutionnaires du vieux combattant de 1848, le Congrès venait d'entendre les déclarations révolutionnaires du porte-parole du groupe socialiste. Et le Congrès avait salué de ses applaudissements ces déclarations révolutionnaires.

Cela était dans la logique des choses.

Les modérés avaient rompu l'équilibre entre les deux tendances du parti : il fallait, pour le rétablir, que la masse de la

démocratie socialiste se portât du côté opposé. La masse de la démocratie socialiste se porta à gauche. L'effort tenté pour faire pencher le parti dans le sens de la tactique réformiste s'était heurté à la lourde résistance des intérêts et des énergies révolutionnaires du prolétariat.

IV

L'EMPEREUR ET LE DROIT DE COALITION

Les provocations de l'Empereur avaient aussi contribué à agacer les instincts révolutionnaires. Et le Congrès répondit par des déclarations violemment antimonarchiques aux provocations de l'Empereur. Guillaume, par son toast d'Œynhausen, avait menacé la classe ouvrière dans l'un de ses droits primordiaux, dans son droit de grève : à Stuttgart, contre Guillaume, se dressa, fier et vaillant, le parti de la classe ouvrière, le parti démocrate socialiste. Divers débats furent l'occasion de protestations nombreuses contre le discours d'Œynhausen ; on entendit des paroles hardies, violentes : « Guerre au couteau contre le système du gouvernement personnel ! » (*Kampf bis auf's Messer gegen das System des persœnlichen Regiments*), s'écria Schœnlank. Et, pour donner plus de netteté, plus d'éclat à la protestation, on inscrivit le droit de coalition à l'ordre du jour.

« Si nous avons décidé de nous occuper de cette question, dit le rapporteur Fischer, c'est parce que nous voulons, nous, les représentants de la classe ouvrière allemande consciénte de ses intérêts de classe, donner réponse au discours d'Œynhausen, dire ce que nous pensons des menaces exprimées en cette occasion. Les ouvriers allemands ne comprendraient pas notre silence, il serait interprété comme un signe de lâcheté, de faiblesse et de peur ! Et, camarades, nous sommes tous d'accord sur ce point, que rien n'expliquerait de notre part de la lâcheté et de la peur. Si

l'Empereur, par son toast d'Œynhausen, a promis aux patrons westphaliens, pour les prémunir contre les heures de crise, sa protection et son aide, eh bien! nous voulons, nous, parlement ouvrier, exprimer aux ouvriers notre désir de leur venir en aide, en les exhortant à s'armer à temps, pour se prémunir eux-mêmes contre les heures de crise dont les menace la fureur de persécution et d'oppression de la classe des patrons, du gouvernement de l'Empire et des gouvernements fédérés.» Et Fischer, après avoir mis en lumière l'alliance des classes possédantes et de l'Empereur, après avoir montré, dans le toast d'Œynhausen, l'indiscutable aveu du renoncement à la réforme sociale, la fin du conte fantastique de la « royauté sociale », après avoir signalé les complaisances de la société présente, de ses lois, et surtout de sa police, de sa magistrature, pour les patrons, leurs sévérités pour les ouvriers; après avoir montré combien est limité, aujourd'hui déjà, le droit de coalition des ouvriers, invitait la démocratie socialiste à organiser dans l'Allemagne entière la protestation de la classe ouvrière contre les menaces de l'Empereur. « La déclaration du projet de maison de force, s'écriait-il, est un excellent moyen d'agitation! Tirons parti de cette occasion. Le peu de sentiment monarchique qui peut exister encore çà et là chez quelques ouvriers, ne tardera pas à disparaître. Il faudrait que nous eussions des âmes de chiens pétries de lâcheté pour nous laisser traiter éternellement d' « ennemi intérieur », de « bande de sans-patrie », et, maintenant, pour laisser marquer du stigmate infamant du forçat tout ouvrier qui « incite à la grève », sans répondre. Si l'Empereur juge à propos de nous jeter le gant, eh bien, nous aurons le courage de le relever. Nous aurons le courage, partout et toujours, de dire aux ouvriers que du gouvernement monarchique ils n'ont rien à espérer, ils ont tout à craindre, et que la condition préalable de la victoire définitive de la classe ouvrière, ainsi que de la suppression de la domination de classe, c'est la lutte, et la lutte victorieuse contre la pensée monarchique. »

Quand Fischer eut fini de parler, les applaudissements

furent frénétiques. La salle était comme emportée par une passion violente. Des sentiments antimonarchiques, depuis longtemps accumulés, depuis longtemps contenus, éclataient enfin. On sentait qu'un souffle républicain faisait frémir ces âmes. Quelque chose de nouveau et de grave venait de se passer.

V

UNE SÉANCE OUVRIÈRE LA PROTECTION DU TRAVAIL DANS LES MINES

Ce rapport de Fischer fut fait le mercredi soir, à la suite des débats sur la tactique. Pendant trois journées, le parti avait montré son ardeur à la lutte; il avait affirmé, contre les modérés, sa foi révolutionnaire; il venait de répondre, par la menace, aux menaces de l'Empereur. Jusqu'ici, les délibérations du Congrès avaient manifesté les énergies révolutionnaires de la démocratie socialiste allemande; la séance du jeudi matin révéla d'autres ressources.

Elle fut consacrée à la question de la protection du travail dans les mines. Le député Sachsse, ancien mineur, exposa devant le Congrès la situation des mineurs. Il parla de l'accroissement du nombre des accidents, attira l'attention de l'assemblée sur l'insuffisance de l'inspection des mines, sur les fraudes coutumières chez les patrons, sur la négligence et les complaisances des inspecteurs, sur les abus du marchandage. Il motiva un ordre du jour signé des délégués des districts miniers, et contenant les revendications des mineurs: établissement de la journée maxima de huit heures, y compris la descente et l'ascension; suppression du marchandage; pour les hommes, interdiction du travail dans la mine au-dessous de dix-huit ans; pour les femmes, suppression complète du travail dans la mine; extension du contrôle par l'adjonction d'inspecteurs ouvriers, élus par les ouvriers et payés par l'État; nomination d'inspecteurs spéciaux pour les fosses

infectées de grisou; installation de bains et de douches pour les mineurs. Le groupe socialiste du Reichstag était chargé de réclamer une loi d'Empire conforme à ces revendications; juqu'à l'établissement d'une loi d'Empire, les députés socialistes des divers Landtags devaient demander, dans chacun des États de la Confédération, une réforme législative en ce sens.

L'assemblée avait écouté Sachsse dans le plus profond silence. On avait seulement entendu, par instants, au récit de certains faits, quelques cris d'indignation. Quand il eut fini de parler, un délégué demanda que l'on votât, sans discussion, l'ordre du jour soumis à l'assemblée. N'était-il pas évident qu'elle le voterait à l'unanimité? Bebel se leva et demanda qu'on laissât venir à la tribune tous les délégués de circonscriptions minières qui voudraient parler. L'assemblée s'instruirait de nouveaux faits et de nouvelles expériences.

Et l'assemblée écouta les plaintes des mineurs.

Les jours précédents, c'étaient surtout les lettrés du parti, les docteurs, les *académiques,* les socialistes venus de la classe bourgeoise, qui avaient pris part aux débats. Dans cette séance on n'entendit que des ouvriers. Et cette séance purement ouvrière fut celle qui manifesta de la façon la plus saisissante les ressources latentes de ce grand parti. Les délégués mineurs disaient ce qu'ils avaient vu. Et leur langage simple, précis, atteignait parfois à la plus haute éloquence, A travers leurs paroles, il semblait que l'on entendît monter des profondeurs et des ténèbres de la fosse comme l'écho lointain de misères sans nombre. Recueillie et attentive, l'assemblée écoutait. Et l'on ne savait qu'admirer davantage, de la beauté de cet enseignement que des ouvriers donnaient à leurs camarades, ou de l'ardeur à apprendre, à écouter, à étudier à fond les problèmes, de ce grand parti de combat qui est en même temps un parti de recherches scientifiques.

Cette séance révéla sous un autre aspect la puissance du mouvement socialiste en Allemagne. Elle manifesta sa force

d'organisation en manifestant les relations qui existent dans la démocratie socialiste allemande entre le mouvement syndical et le mouvement politique. Une catégorie d'ouvriers, les ouvriers mineurs, venaient exposer à la représentation suprême de la classe ouvrière organisée politiquement, au Congrès du parti démocrate socialiste, les revendications formulées dans leur organisation syndicale, dans leurs Congrès corporatifs ; ils venaient demander au Congrès politique de la démocratie socialiste de faire siennes les revendications de leurs Congrès corporatifs ; ils venaient demander à l'ensemble de la classe ouvrière organisée politiquement de donner l'appui de sa puissance politique aux revendications de leurs syndicats de mineurs ; ils venaient demander au Congrès du parti de charger ses représentants dans les parlements, au Reichstag et dans les Landtags, de lutter pour faire passer leurs revendications dans la loi. — Le Congrès vota, à l'unanimité, l'ordre du jour qui lui était présenté : les députés recevaient mission de prendre en main les revendications des mineurs ; la représentation suprême de la démocratie socialiste allemande mettait l'appareil parlementaire du parti au service des revendications syndicales des travailleurs des mines ; par un vote du Congrès, les groupes socialistes des parlements devenaient les dociles instruments des volontés d'un syndicat. — Ainsi s'accordent, en Allemagne, les deux formes du mouvement ouvrier, le mouvement syndical et le mouvement politique. L'une des fonctions essentielles de l'action politique est de faire pénétrer dans la législation les mesures de protection ouvrière que les syndicats poursuivent par la grève. Ainsi s'harmonisent toutes les énergies, toutes les formes d'activité de la classe ouvrière, en vue d'améliorer ses conditions d'existence dans la société présente, de doubler sa vigueur physique et morale, et de préparer ainsi la victoire socialiste.

Après la séance des mineurs, les travaux de l'Assemblée furent interrompus par une demi-journée de fête. Il ne faut pas s'étonner que deux fêtes aient été organisées à l'occasion du Congrès : les socialistes allemands ont donné aux fêtes

une grande place dans leur mouvement. Aussi bien est-ce une de leurs plus grandes forces, d'avoir su utiliser pour leurs fins certains traits du caractère germanique, comme le goût pour la vie corporative, pour les réunions de camarades, pour les fêtes familiales. Par les fêtes, on gagne les cœurs des femmes, des enfants, de tous ceux qui échappent à l'action de la réunion publique, du cercle politique, du syndicat. Et la gaieté commune de la fête contribue à maintenir une union cordiale entre des militants que des divergences d'opinion risquent de séparer dans la lutte quotidienne. Ce jour-là, au lendemain des grands débats sur la tactique, on voyait les hommes qui s'étaient le plus vivement combattus buvant et riant côte à côte; et ceux-là même chez qui les dissentiments politiques n'étaient pas dégagés de toute animosité personnelle étaient au moins unis par une même ardeur à chanter les chants du parti.

De cette fête nous ne rapporterons qu'un détail, qui nous paraît significatif. Un tableau attirait les regards des camarades. Il était l'œuvre d'un peintre distingué de Stuttgart, un socialiste. Il symbolisait la lutte des révolutionnaires et des modérés. Parvus avait devant lui, grand ouvert, le *Capital* de Karl Marx. La tête en avant, dans cette attitude de lutteur qu'il a toujours, le regard sévère, il tendait avec colère la main vers Bernstein, qui écrivait tranquillement : « Je me moque des fins dernières ! Le mouvement est tout pour moi, le but final n'est rien. » Le fond du tableau était formé par une bibliothèque remplie de gros volumes. Devant la bibliothèque, regardant d'un air ironique Parvus et Bernstein, se trouvait un camarade de Stuttgart, le rabbin Stern, auteur d'une étude sur Spinoza. A droite, revêtus de draperies blanches, étaient les morts, Kayser, Engels, Marx, Lassalle, Grillenberger et d'autres. Ils assistaient avec sérénité à ce débat de leurs successeurs. Marx avait la main tendue vers eux, et regardait sans colère ces interprètes de sa pensée se disputant le patrimoine intellectuel qu'il leur avait légué. — Les camarades venaient voir le tableau, s'arrêtaient et souriaient.

Il n'y a point lieu de craindre pour l'unité d'un parti, lorsqu'il peut s'amuser ainsi de ses dissentiments intérieurs.

VI

LIBRE ÉCHANGE ET PROTECTION

Après cette fête, l'Assemblée s'occupa de la question de la politique douanière et commerciale de l'Allemagne.

Cette question avait été mise à l'ordre du jour à l'occasion du renouvellement des traités de commerce, dont aura à s'occuper le Reichstag actuel. Il s'agissait de déterminer la ligne de conduite des députés, de fixer l'attitude que prendrait le parti dans la grande question du libre échange et du protectionnisme, qui ne manquerait pas d'agiter l'opinion.

Au Congrès de Gotha, en 1876, le parti avait déclaré n'avoir pas de raison de principe de choisir. Voici l'ordre du jour qu'il avait adopté :

Le Congrès déclare que les socialistes d'Allemagne restent étrangers à la lutte entre la protection et le libre échange, qui a éclaté à l'intérieur des classes possédantes; que la question de savoir s'il faut accorder ou refuser des droits protecteurs n'est qu'une question pratique qui doit être résolue dans chaque cas particulier; que la misère des classes travailleuses a ses racines dans les conditions économiques générales, mais que les traités de commerce actuels ont été conclus par le gouvernement de l'Empire d'une manière défavorable pour l'industrie allemande, et exigent un changement; enfin que la presse du parti doit être invitée à mettre les ouvriers en garde contre le danger de retirer les marrons du feu pour la bourgeoisie qui, en demandant des droits de douane, aspire à obtenir l'aide de l'État.

Depuis, le parti n'avait jamais cessé de considérer la question de la protection douanière comme une question pratique. La plupart du temps il avait mené campagne contre les droits protecteurs ; il n'avait jamais manqué de combattre la protection des denrées de première nécessité ; mais il n'avait

jamais fait de la question du libre échange et du protectionnisme une question de principe.

Le Congrès de Stuttgart n'est pas resté à ce point de vue. Deux ordres du jour furent soumis à l'Assemblée. L'un, signé de Schippel, ne posait pas la question de principe et s'accordait avec la Résolution de Gotha. L'autre, qui était l'œuvre de Kautsky, faisait du libre échange une revendication de classe du prolétariat allemand comme du prolétariat de tout pays où l'industrie a atteint un haut degré de développement.

Voici la Résolution Schippel :

Le Congrès voit dans la *politique des traités de commerce* inaugurée après la chute du prince Bismarck un progrès essentiel sur les luttes de tarifs.

L'intérêt de la classe ouvrière allemande réclame aussi pour l'avenir non seulement *les plus grandes garanties possibles données à notre exportation*, et fournies par des traités limitant les droits de douane exigés par l'étranger, mais encore la diminution et la suppression définitive de tous les droits pesant sur les denrées alimentaires, qui écrasent le plus lourdement précisément les couches les plus pauvres de la population et mettent obstacle à l'amélioration de leur condition.

Le parti combattra par tous les moyens qui sont à sa disposition, comme une manœuvre tendant à piller les ouvriers et les consommateurs allemands, et qui aboutirait aussi nécessairement à pousser l'étranger à prendre des contre-mesures hostiles et à produire de violentes guerres de tarifs, toute tentative faite par la coalition des partisans des hauts tarifs industriels et des partisans des hauts tarifs agricoles pour utiliser en vue de nouvelles augmentations de droits la revision nécessaire de nos tarifs douaniers.

Voici maintenant la Résolution Kautsky :

Considérant,

1° Que les droits de douane pesant sur les denrées alimentaires renchérissent artificiellement les denrées les plus nécessaires et abaissent le niveau de vie des classes travailleuses des villes et des campagnes ;

2° Que, vu les relations de puissance qui existent actuellement, dans l'Empire allemand, entre les intérêts capitalistes régnants, les droits industriels et les droits pesant sur les denrées alimentaires sont nécessairement solidaires ;

3° Que l'industrie allemande est assez développée pour pouvoir se passer de droits de douane ;

4° Que la protection douanière, dans un état de grande industrie développée, est le moyen le plus efficace pour favoriser la formation de cartels, trusts et autres associations patronales solidement fermées;

5° Que ces associations ont pour rôle d'élever le prix des marchandises au-dessus de leur cours normal et nuisent ainsi toujours à la masse des consommateurs et en particulier aux ouvriers, et souvent aussi à l'industrie même, que l'on dit être favorisée par la « protection du travail national », mais à laquelle ces associations font payer plus cher les matières premières et les substances auxiliaires (fer, charbon) les plus nécessaires;

6° Que ces associations sont aussi un puissant moyen pour paralyser les associations des ouvriers, pour rendre vains les efforts qu'ils font en vue d'améliorer leur condition, et les réduire à la condition d'ilotes modernes;

7° Que ces droits de douane agissent en même temps comme droits de finances et livrent aux gouvernements leurs ressources les plus abondantes pour développer le militarisme, qui n'aurait jamais pu, sans la politique protectionniste, prendre une aussi grande extension;

8° Enfin que les droits de douane s'opposent à la solidarité internationale du prolétariat en accentuant artificiellement les antagonismes d'intérêts qui résultent des relations capitalistiques de production et d'échange;

Le Congrès déclare :

La politique protectionniste, dans l'Empire allemand comme dans tout Etat de grande industrie développée, est inconciliable avec les intérêts du prolétariat, des consommateurs, de l'évolution économique et politique, et favorise seulement les intérêts des grands monopoleurs de l'agriculture et de l'industrie ainsi que les intérêts du militarisme et des gouvernements qui ne sont pas soumis à un contrôle démocratique, c'est-à-dire des pires ennemis du prolétariat et de la démocratie. Ce sont les mêmes classes qui menacent les coalitions ouvrières de la maison de force et qui favorisent par le protectionnisme la formation de coalitions de patrons.

C'est donc un devoir, en particulier lors du renouvellement des traités de commerce, d'appuyer toute mesure allant dans le sens de la liberté des échanges, et au contraire de combattre avec la dernière énergie toutes les mesures tendant à maintenir ou à fortifier le régime protectionniste actuel.

Schippel et Kautsky motivèrent leurs ordres du jour.

L'objet de Schippel était d'empêcher l'Assemblée de se lier, et de lier ses députés à la politique du libre échange. Il voulait qu'on fît au protectionnisme sa part. A cette fin, il étudia le



des députés qui reconnurent les services que peut rendre la protection douanière : qu'il suffise de citer von Schweitzer, Bracke, Kayser, Hasenclever; et actuellement peut-on nier la présence chez beaucoup de nos camarades de dispositions protectionnistes? Lorsqu'on parle de coolies, d'ouvriers étrangers travaillant à bas prix, que l'on ne veut pas laisser entrer chez nous, n'est-ce pas du protectionnisme ? Et si nous ne laissons pas entrer ces ouvriers, ne sera-t-il pas un jour nécessaire d'arrêter les marchandises qu'ils fabriquent chez eux ?

Et Schippel concluait que la question du libre échange et du protectionnisme ne peut pas devenir, pour le prolétariat, une question de classe, et que sur cette question le Congrès doit laisser pleine liberté à ses représentants au Reichstag.

Contre Schippel, Kautsky, dans son rapport, soutint la thèse du libre échange. Il s'efforça d'établir que l'industrie allemande peut se passer de droits protecteurs, rechercha les causes qui la rattachent aujourd'hui encore à la politique protectionniste, essaya de déterminer les conséquences économiques et politiques du protectionnisme.

Il fonda son affirmation, que l'industrie allemande peut se passer de protection douanière, sur l'analyse de ses conditions présentes aussi bien que sur des considérations relatives à son histoire. Il montra comment, par la quantité et la qualité du travail effectué, par la perfection des machines qu'elle utilise, par les capitaux, par les matières premières dont elle dispose, par la médiocrité de besoins aussi bien que par le haut niveau de culture scolaire et de développement intellectuel du prolétariat qui lui fournit son travail, elle est de force à supporter sans désavantage la libre concurrence de l'industrie étrangère. Le cri d'effroi poussé par les Anglais ne justifie-t-il pas cette analyse ? — Et d'ailleurs, si nous jetons un regard sur le passé, est-ce la protection qui a permis à l'industrie allemande de se développer ? Non, sous l'influence des agrariens, l'Allemagne était libre échangiste lorsque son industrie était faible encore; l'industrie allemande s'est déve-

loppée sans protection. Cela ne prouve-t-il pas que la protection lui est aujourd'hui inutile ?

Schippel voudrait que la démocratie socialiste combattît la protection douanière de l'agriculture et se prononçât pour la protection de l'industrie. Mais une pareille attitude ne saurait se défendre. « Si nous voulions aujourd'hui supprimer les droits sur les denrées alimentaires et laisser subsister les droits sur les produits industriels, nous imposerions à l'agriculture de lourdes charges, et nous rendrions pire encore notre position à la campagne. » L'industrie allemande est prospère ; l'agriculture allemande traverse une crise. « Si nous ne sommes pas à même de savoir que l'industrie allemande peut se passer de protection, je ne sais pas d'où nous savons que l'agriculture allemande n'en a pas besoin. »

Schippel demande que la démocratie socialiste attende, pour combattre la protection douanière de l'industrie allemande, que les industriels eux-mêmes aient réclamé la suppression des droits protecteurs. Mais la démocratie socialiste allemande n'a pas l'habitude de suivre les impulsions venues d'en haut. Elle n'a pas attendu, pour attaquer le militarisme, la proclamation du tsar. D'autres considérations que celle de la conduite des industriels doivent dicter ici sa conduite.

Pourquoi les industriels sont-ils aujourd'hui protectionnistes? Lorsque les agrariens exportaient, ils étaient libre échangistes ; ils combattaient la politique protectionniste dont seule l'industrie aurait eu le profit. Depuis plus de vingt ans, l'industrie est assez forte pour exporter, c'est l'agriculture qui est réduite au marché intérieur. Pourquoi l'industrie n'a-t-elle pas réclamé avec logique le libre échange ? Pourquoi n'a-t-elle pas engagé la lutte avec l'agriculture ?

Kautsky expliqua cette attitude de l'industrie par deux causes :

1° Les capitalistes industriels ne pouvaient venir à bout de la grande propriété foncière qu'avec le concours du prolétariat ; or, il y a vingt ans, les progrès qu'avait faits le prolétariat étaient déjà grands ; les industriels eurent peur de cette



alliance; ils préférèrent faire un compromis avec les *junker* : les *junker* accordèrent aux industriels des droits de douane sur les produits de l'industrie étrangère, et les industriels accordèrent aux *junker* les droits qu'ils désiraient sur les denrées les plus nécessaires de l'alimentation.

2° La seconde cause, plus importante peut-être que la crainte du prolétariat, fut la révolution qui se prépara, de 1870 à 1880, dans la vie économique, lorsque au système de la libre concurrence tendit à se substituer le système du monopole privé. En effet, cette tendance de l'industrie à se syndicaliser trouvait dans le protectionnisme le terrain le plus favorable. La protection douanière, qui était autrefois un moyen de développer la concurrence industrielle, est devenue un moyen de développer les monopoles.

Ainsi s'explique le nouveau protectionnisme. Pour le juger, les socialistes, après avoir dégagé ses causes, doivent déterminer ses conséquences. Les unes sont d'ordre économique, les autres d'ordre politique.

Au protectionnisme est lié le développement des monopoles, des syndicats de capitalistes. Quelles sont les conséquences de ces syndicats pour la classe ouvrière et pour l'industrie elle-même ?

Le but principal poursuivi par un syndicat de capitalistes, c'est l'élévation du prix de leurs produits : les ouvriers y perdent comme consommateurs ; les prix peuvent baisser d'une manière passagère, mais cela est exceptionnel. Le moyen employé pour atteindre l'élévation des prix, c'est la diminution de la production : en cela, les ouvriers perdent comme producteurs. Il peut arriver aussi que le monopole augmente la production en agissant comme prime d'exportation, en livrant à l'étranger les marchandises à très bas prix ; mais alors les consommateurs nationaux paient une partie du prix des marchandises consommées par l'étranger : les ouvriers perdent comme consommateurs.

D'autre part, les syndicats de capitalistes, les syndicats patronaux mènent la lutte contre les syndicats professionnels d'ouvriers. Tant que ceux-ci ne sont pas puissants, ceux-là

sont funestes à la classe ouvrière, en répondant par la persécution à son effort pour obtenir de meilleures conditions de travail et de salaire. L'Amérique, qui est le pays classique du protectionnisme et des syndicats de capitalistes, est aussi le pays classique du système des *listes noires*, qui consiste dans l'entente entre les patrons pour refuser tout travail à tout ouvrier que l'un d'entre eux aura congédié comme militant. Les ouvriers américains, qui jouissent de la plus complète liberté de coalition, de la plus grande liberté politique, sont souvent réduits, par ce système, à se syndiquer clandestinement. Pour le prolétariat allemand, qui n'a pas les mêmes libertés, favoriser, par le protectionnisme, les syndicats de patrons, ce serait un véritable suicide.

Quant à l'industrie elle-même, les syndicats d'industriels lui sont désavantageux, parce qu'ils suppriment la concurrence qui est nécessaire au développement de l'industrie dans le système capitaliste, dans le système de la production de marchandises. L'universalisation de la production monopoliste aurait pour résultat la stagnation de l'industrie.

Les conséquences politiques du protectionnisme ne sont pas moins graves que ses conséquences économiques. Lorsque les industriels accordèrent aux grands propriétaires fonciers les droits qu'ils désiraient sur les denrées alimentaires, ils comprirent que, la vie devenant plus chère, les ouvriers tenteraient d'obtenir comme compensation une élévation de salaires. Il fallait empêcher la classe ouvrière d'organiser la lutte contre les patrons : avec l'ère des droits protecteurs commença l'ère de la loi d'exception contre les socialistes. Entre les deux existe une connexion nécessaire. Qui ne combat pas le protectionnisme n'aura pas la force de s'attaquer aux lois d'exception.

D'autres considérations d'ordre politique doivent rendre les socialistes hostiles au protectionnisme. Les droits protecteurs constituent des impôts indirects ; le contribuable paie sans savoir ce qu'il paie ; les différents contribuables ne sont pas chargés en proportion de leurs facultés ; le gouvernement dispose par eux de ressources qui le rendent indépendant de la



représentation du pays. Le protectionnisme a ainsi des conséquences antidémocratiques.

Pour toutes ces raisons, Kautsky demanda au Congrès de se prononcer pour le libre échange. Non dans l'intention de lier les mains aux députés, mais pour fixer un but à l'activité du parti. Le but donne la direction ; des détours sont parfois nécessaires pour y parvenir ; au moins, grâce au but, n'erre-t-on pas désorienté.

Kautsky ajouta : « Peut-être l'ère du libre échange absolu est-elle close pour toujours ; il semble que la société capitaliste ne puisse pas y revenir ; et, après la victoire du prolétariat, des institutions sociales paraîtront, avec lesquelles la question : libre échange ou protection? ne se posera plus, du moins sous la même forme qu'aujourd'hui. »

Après que l'on eut entendu le rapport de Kautsky, la discussion s'engagea. Deux tendances se manifestèrent : c'étaient, avec un objet différent, les mêmes que dans les débats sur la tactique, l'une, la tendance protectionniste, répondant à des préoccupations pratiques, immédiates ; l'autre, la tendance libre échangiste, répondant au souci prédominant des principes, au souci de l'avenir. Et l'on vit en partie les mêmes hommes s'engager dans la lutte. Du côté de Schippel se rangèrent Vollmar et Heine; Schœnlank était avec Kautsky; Clara Zetkin et Stadthagen, qui ne prirent pas la parole, avaient signé son ordre du jour.

Les praticiens et théoriciens de la pratique, les Auer, les Heine, les Vollmar, partirent en campagne contre cet ordre du jour. Auer demanda la suppression de l'article 3 des considérants, qui déclare que l'industrie allemande est assez développée pour se passer de droits protecteurs. « Si vous rayez ce point, dit-il, la Résolution Kautsky ne perd rien du tout. Nous rendons pleine justice à la conscience de ceux qui sont libres échangistes, *mais cela nous est utile dans la pratique.* » Heine parla contre le principe même d'un ordre du jour et contre la coutume des ordres du jour. « Nous parlons sur une question, dit-il, pour éclaircir nos idées et pour éclairer les camarades

dans le pays. Ce résultat est atteint, nous n'avons pas besoin de prendre une résolution. On prend des résolutions au moment d'agir, pas avant. » Vollmar disserta en sceptique sur le rôle de la théorie dans la vie politique : « On a dit : Nous voulons arrêter les principes de notre conduite. Je n'aime pas beaucoup, dit-il, que l'on se lie ainsi ; aussi bien sommes-nous des hommes politiques, et un homme politique ne devrait jamais se lier sans nécessité, parce qu'il ne peut pas prévoir toutes les circonstances. Aussi vaut-il mieux attendre simplement, pour voir ce qui arrivera dans l'avenir et prendre position en conséquence. Rien ne nous a forcés à prendre position comme on l'a fait dans cet ordre du jour, et je crois que c'est, à vrai dire, plutôt un besoin de MM. les *Académiques*, qui se manifeste encore ici. Le vieux Bœrne a dit : « Si un Allemand a une tache à son habit, il étudie d'abord la chimie, puis il l'enlève. » Il faut que tout au monde, en Allemagne en général, et dans la démocratie socialiste allemande en particulier, soit soumis à un examen scientifique. Tout doit devenir une vue du monde. Naturellement, camarades, comme les choses ne nous font pas le plaisir de se produire toujours conformément aux lois que nous avons fixées, nous sommes obligés en fin de compte, par la suite, en une autre occasion, de faire une autre étude scientifique approfondie.... Ces ordres du jour et ces études scientifiques ont ce grand désavantage, que leur sagesse n'apparaît jamais qu'après coup. Ce qui ne nous empêche pas, naturellement, d'en mettre d'autres aussitôt à leur place, et de les considérer alors comme le dernier mot de la sagesse, pourvu que les événements les justifient pendant quelques années.... Je ne veux pas faire de proposition particulière, mais je dois avouer que je considérerais comme un gain la suppression de chacun des articles des considérants, déjà pour la brièveté, car l'ordre du jour aurait peut-être alors un peu plus de lecteurs. Ce qui m'eût été le plus agréable, c'eût été assurément qu'il n'eût pas été du tout présenté.... Cependant il est là, et il importe peu en fin de compte qu'il soit accepté ou non. Il y a bien des gens qui se sentent tranquillisés lorsqu'ils peuvent remporter chez eux un peu de pa-

pier noirci. Mais si tous les considérants étaient rayés et que la conclusion restât seule, ou si la conclusion disparaissait aussi, pratiquement nous agirions exactement de la même façon. »

Outre ces considérations générales, qui cachaient des préoccupations précises, les adversaires de l'ordre du jour Kautsky firent valoir des arguments se ramenant en général à ceux de Schippel. Ce fut l'article 8 des considérants, relatif à l'antagonisme du protectionnisme et du principe de la solidarité internationale des travailleurs, qui souleva les plus vives objections. Certains exprimèrent leur crainte de voir des ouvriers étrangers, travaillant à très bas salaire, comme les coolies chinois, venir, par leur concurrence, faire baisser les salaires, réduire à néant les résultats péniblement obtenus, à la suite de luttes sans nombre contre les patrons, par les organisations syndicales des ouvriers allemands. « Le concept de solidarité internationale, déclara von Elm, l'un des représentants les plus en vue de la tendance syndicaliste du mouvement socialiste en Allemagne, ne peut pas être tel que la position que nous avons conquise nous soit reprise par le travail des coolies. »

A la suite de la discussion, la parole fut donnée au corapporteur Kautsky et au rapporteur Schippel.

Kautsky répondit aux diverses critiques adressées à son ordre du jour. Il répondit d'abord aux objections générales de Vollmar et de Heine : « Pourquoi rédigeons-nous et votons-nous des ordres du jour ? dit-il. Pour établir sur quels points nous sommes d'accord, et pour éclairer l'opinion sur notre propre compte, au dehors. Les journaux adverses, qui aiment peu à parler de nous, insèrent du moins nos ordres du jour. » — Kautsky déclara accepter, comme allant de soi, l'amendement apporté par Bebel à l'article 3 des considérants, ainsi conçu maintenant : « Considérant que l'industrie allemande *en général* est assez développée pour pouvoir se passer de droits protecteurs. » Et il insista tout particulièrement, parmi les critiques de ses adversaires, sur celles qui avaient rapport à la concurrence des ouvriers étrangers sans besoins, et

travaillant à bas prix, contre lesquels on prévoyait la nécessité de prendre un jour des mesures de défense. « Précisément, dit-il, parce que des paroles ont été prononcées ici contre des ouvriers de pays étrangers, qui montrent une certaine hostilité contre des ouvriers qui sont plus bas que nous, précisément parce que des paroles ont été prononcées qui n'ont rien de commun avec la solidarité internationale, je vous prie d'adopter le point 8 des considérants. Il y a deux lignes de conduite à suivre, en présence de la concurrence étrangère. La méthode capitaliste est celle de l'isolement, qui consiste à considérer l'étranger comme un ennemi, à lui rendre la vie aussi dure que possible, à abaisser son industrie, à ôter le pain à ses ouvriers. Qu'est-ce en effet que le droit protecteur? C'est une prime d'exportation qui permet au fabricant allemand de faire sur le marché international une concurrence déloyale. Si les ouvriers allemands prennent part à cette politique protectionniste, veulent se faire complices de cette concurrence déloyale, ils se rendent hostiles les autres ouvriers; nous savons que ces tendances protectionnistes accentuent les antagonismes entre les diverses nations; si nous y participons, nous n'excitons pas seulement, contre le peuple allemand, la colère des capitalistes, mais aussi la colère des ouvriers étrangers. La méthode prolétarienne, pour lutter contre la concurrence internationale, contre la concurrence des peuples dont le niveau est plus bas, est tout autre; elle consiste à aider les ouvriers étrangers qui sont plus bas que nous, qui ne peuvent faire ce que nous faisons, qui sont plus endurants que nous, à arriver à un niveau plus élevé, parce qu'alors cessera la concurrence déloyale qu'ils nous font aujourd'hui. Ce n'est pas dans l'abaissement, mais dans l'élévation des ouvriers arriérés que consiste notre propre intérêt bien entendu. Cela est la solidarité prolétarienne internationale.... Il en est naturellement autrement si nous avons affaire à des ouvriers dont le niveau soit si bas qu'il n'y ait plus d'espoir de les élever, à des ouvriers qui ne possèdent pas de mouvement ouvrier, pour qui la solidarité internationale n'existe nullement. Pour ceux-là, nous ne pouvons

assurément pas nous enflammer, et il pourra se faire que, si le danger des coolies devient jamais menaçant, nous ayons à prendre des mesures pour arrêter l'immigration des ouvriers chinois. La même attitude sera peut-être commandée à l'égard des coolies des Indes orientales et des Cafres de l'Afrique du Sud. Mais procéder ainsi contre des ouvriers que l'on peut élever, cela nous est interdit. Sous aucun prétexte, nous ne devons aujourd'hui nous unir aux capitalistes de notre pays contre les prolétaires étrangers, mais il faut que nous nous unissions aux prolétaires de tous les pays pour la lutte internationale contre le capitalisme international. Notre cri de guerre doit rester : Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! »

Ces paroles de Kautsky furent saluées par de longs applaudissements. La grande majorité du Congrès était avec lui. Lorsque Schippel, prenant la parole après Kautsky, commença par déclarer : « Dans cette lutte encore, il n'y aura eu ni vainqueur ni vaincu », Schippel se trompait. Les réserves exprimées par l'amendement de l'article 3 des considérants et par les déclarations relatives à la latitude laissée en pratique aux députés, ne suffisaient pas à effacer l'opposition des deux tendances représentées par Schippel et par Kautsky. La tendance de Kautsky venait de triompher. Le libre échange serait l'idée directrice de la politique du groupe socialiste du Reichstag ; le libre échange serait présenté aux masses, dans la propagande, comme exprimant, dans les relations commerciales internationales, le but de la démocratie socialiste. Le souci des principes, auquel répondait la tendance libre échangiste, avait triomphé des velléités protectionnistes des praticiens. Dans les déclarations de Kautsky, l'assemblée venait d'acclamer l'internationalisme. Le principe révolutionnaire était sorti triomphant des débats sur la tactique ; le principe internationaliste venait de sortir triomphant des débats sur la question du libre échange et du protectionnisme. Avec des objets différents, la même lutte venait d'être engagée, les mêmes adversaires avaient été aux prises : il était naturel que le résultat fût le même. L'assemblée n'avait pas refusé

ses sourires aux railleries sceptiques de Vollmar ; elle accorda à l'ordre du jour Kautsky ses suffrages.

En cela, elle ne proclama pas seulement son internationalisme. Elle proclama aussi l'existence d'une solidarité étroite entre le libre échange et l'internationalisme dans les États d'un haut développement industriel. La démocratie socialiste allemande a donc renoncé à l'attitude traditionnelle du socialisme dans la question du libre échange et du protectionnisme. De son point de vue de classe, le prolétariat doit choisir ; dans les États d'un haut développement industriel, il doit être libre échangiste.

La Résolution du Congrès de Stuttgart marque une étape dans l'histoire du socialisme. Elle est de la plus haute importance pour le socialisme international. Il est impossible qu'elle n'ait pas sa répercussion dans le mouvement socialiste du monde entier.

VII

LES ÉLECTIONS AU LANDTAG PRUSSIEN

D'autres questions, fort importantes, n'ont pas fait l'objet de discussions. Des résolutions ont été soumises à l'assemblée, motivées par leurs auteurs, et votées. La plus grave de ces questions est celle de la participation aux élections pour le Landtag prussien.

Depuis plusieurs années, cette question avait soulevé de vifs débats dans le parti. C'est que la loi électorale est ici le système censitaire de trois classes. Réduits à leurs propres forces, les travailleurs sont à peu près impuissants ; ils ne peuvent agir qu'en s'alliant à des partis bourgeois. Les intérêts en jeu justifient-ils de pareilles alliances ? Le principe de la lutte de classe du prolétariat ne commande-t-il pas l'abstention ?

Une commission de quinze membres fut nommée, dont faisaient partie Bebel, champion de la participation, et

Liebknecht, champion de l'abstentionnisme. Liebknecht, rapporteur de la commission, soumit au Congrès un ordre du jour qui laissait les diverses circonscriptions libres de se décider pour la participation ou pour l'abstention. En cas de participation, lorsqu'on appuierait des candidats bourgeois d'opposition, il faudrait exiger d'eux l'engagement de demander l'introduction du suffrage universel, secret et direct, dans les élections pour le Landtag, et de combattre au Landtag toutes les mesures propres à diminuer ou à supprimer en Prusse les droits que le peuple possède actuellement. — Cet ordre du jour fut voté à l'unanimité moins deux voix.

VIII

LE DÉSARMEMENT GÉNÉRAL

La question du désarmement général fit aussi l'objet d'une Résolution qui portait la signature de Bebel, et dont voici le texte :

Le Congrès salue le projet de désarmement soumis par l'Empereur de Russie à tous les gouvernements comme une justification de l'opposition énergique faite par la démocratie socialiste de tous les pays aux armements insensés.

La démocratie socialiste partage l'avis du tsar, que les charges financières qu'imposent aux peuples ces armements « atteignent le bien-être des peuples dans ses racines et consomment d'une manière improductive leurs forces morales et physiques ».

Mais le Congrès constate expressément que ces armements funestes aux peuples résultent *exclusivement* de l'ambition, du désir de conquêtes et de domination des classes dominantes ; que les armées permanentes servent, ainsi qu'on l'avoue, d'instruments pour l'oppression des peuples et pour le maintien de la domination de classe ; et que jusqu'ici la Russie a donné l'exemple des armements insensés, la Russie, qui est actuellement le seul pays civilisé d'Europe où le peuple soit privé même des premiers éléments d'un gouvernement démocratique.

Le Congrès estime donc que, pour que le projet du tsar soit pris au sérieux, le gouvernement russe doit donner le bon exemple,

mettre un terme à ses armements, à ses cruelles persécutions contre les dissidents politiques, et donner au peuple russe les droits et les libertés sans lesquels aucun peuple ne peut remplir sa mission civilisatrice.

Au reste, le Congrès considère l'attitude de l'Empereur de Russie comme un signe que l'influence désastreuse des armements militaires est reconnue même dans les milieux autocrates d'Europe — bien que des arrière-pensées politiques de la plus haute importance aient pu contribuer à la faire reconnaître officiellement, — et que par suite c'est plus que jamais le devoir de la démocratie socialiste et spécialement de ses représentants dans les parlements, de répandre par leur activité cette opinion dans des milieux toujours plus étendus, et d'opposer une énergique résistance à toute tentative pour renforcer les armements militaires.

Le Congrès pense que les peuples sauvegarderont le plus efficacement leurs « biens les plus sacrés » s'ils partagent les aspirations de la démocratie socialiste qui poursuit la paix, la liberté et la prospérité des peuples en favorisant puissamment le progrès social dans le sens de la suppression des antagonismes de classes et de l'élévation du savoir et de la culture dans tous les domaines; s'ils suppriment les armées permanentes et suivent pour le règlement des conflits internationaux la même voie que doivent suivre les citoyens de tout État civilisé dans les cas de litige, la voie des sentences arbitrales. Car aussi longtemps que des gouvernements et des classes dominantes se disant chrétiens considéreront qu'il n'y a pas d'autre moyen de régler les conflits internationaux que les guerres meurtrières avec leur cortège de désespoir, de misère et de ruine universelle, notre civilisation qui s'appelle chrétienne sera l'ironie la plus sanglante, le blasphème le plus fort qui puisse être prononcé contre les doctrines religieuses prêchées dans les écoles, les églises et les casernes ; elle sera un signe de la tartuferie qui est devenue un des fondements moraux de la société présente.

IX

PROTESTATION CONTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET ITALIEN

Comme cet ordre du jour, fut voté à l'unanimité un ordre du jour, portant la signature de Liebknecht et de Bebel, et relatif aux persécutions dont ont été victimes cette année

les socialistes hongrois et italiens et aux mesures d'exception projetées par les gouvernements de réaction à l'occasion de l'attentat de Luccheni. Voici le texte de cet ordre du jour :

Les persécutions et les actes de violence pratiqués au cours de cette dernière année par le gouvernement hongrois et par le gouvernement italien contre les partisans de la démocratie socialiste et d'autres tendances d'opposition provoquent par leur caractère cruel et bas l'indignation de toutes les âmes droites. Les prétendues règles juridiques qui furent appliquées à ces malheureuses victimes — la violence policière brutale en Hongrie, la comédie des tribunaux militaires en Italie — caractérisent ces deux États comme des États à moitié barbares, et leurs classes dominantes, qui applaudissent à ces actes de violence, comme étrangères à tout sentiment d'humanité. La culpabilité de ces classes est déjà prouvée par la situation affreuse à tous égards des couches inférieures de la population hongroise et italienne, situation qui réduit le peuple travailleur à émigrer en masse d'une patrie qui n'a pour eux que la misère, l'oppression et l'exploitation sous leurs formes les plus horribles, et qui façonne pour le coup de couteau et pour l'attentat des hommes à moitié sauvages comme Luccheni.

Cette situation est un exemple effrayant pour tout pays civilisé, car elle montre ce qu'une aristocratie et une bourgeoisie cupides et despotiques peuvent faire de populations laborieuses et de pays fertiles.

Le Congrès attire l'attention de tous les honnêtes gens sur cette situation.

Le Congrès déclare en outre :

Le Congrès considère la tentative d'exploiter l'assassinat de l'impératrice d'Autriche pour justifier des lois d'exception ou autres mesures réactionnaires dirigées contre la démocratie socialiste, comme un attentat aux droits et libertés déjà si minimes du peuple travailleur.

Aucun parti plus que la démocratie socialiste n'a combattu cette opinion que l'assassinat de personnes occupant de hautes situations politiques puisse apporter la moindre amélioration à la situation existante. Ce ne sont pas les individus qui dirigent la marche des choses, mais les classes dominantes, aidées de leurs instruments de puissance et de leur influence.

Si toutefois certaines gens essaient d'utiliser le meurtre de l'impératrice d'Autriche dans le sens indiqué, uniquement parce qu'ils veulent satisfaire, par des mesures violentes prises contre le peuple travailleur, leurs bas et égoïstes intérêts de classe et leur violente haine des aspirations des classes opprimées et exploitées

luttant pour obtenir une condition sociale et politique digne d'êtres humains, le Congrès exprime aux représentants de ces tendances hostiles à la classe ouvrière le mépris qui convient.

Ainsi, le Congrès, après avoir fixé la tactique du parti, après avoir pris position dans certaines grandes questions de la vie politique allemande, jetait un regard sur la politique de l'Europe, et jugeait.

X

ÉLECTION DU COMITÉ DIRECTEUR CLOTURE

Avant de se séparer, l'Assemblée avait encore à déterminer le lieu où se réunirait le prochain Congrès, à élire le Comité Directeur du parti et les Contrôleurs. A main levée, on choisit pour résidence du Congrès de 1899 la ville de Hanovre; *au scrutin secret* furent élus membres du Comité Bebel et Singer, comme Présidents; Auer et Pfannkuch, comme secrétaires; Gerisch, comme caissier. C'était l'ancien Comité qui était réélu; le Congrès était satisfait de ses services; 202 bulletins avaient été déposés : Bebel obtint 201 suffrages; Singer, 199 ; Auer, 202 ; Pfannkuch, 199 ; Gerisch, 200.

L'Assemblée avait achevé ses travaux. Le président prit la parole. Il montra comment, une fois encore, l'espérance des adversaires était déçue, de voir une scission se produire dans le parti, ou de voir la démocratie socialiste rétrograder pour devenir un parti bourgeois. « Nos débats, dit-il, ont montré que nous sommes ce que nous fûmes, et que nous restons ce que nous sommes. » Et il termina son allocution par ces mots : « Haut la bannière ! En avant pour la lutte ! Et vive la démocratie sociale allemande, vive la démocratie socialiste internationale ! »

A ces mots, les délégués se levèrent tous ensemble, unirent

leurs voix en un triple vivat, et chantèrent tous en chœur le premier couplet de la *Marseillaise des Travailleurs :*

Allons ! Que ceux qui respectent le Droit et la Vérité
Se rangent en foule sous notre drapeau.
Le Mensonge nous couvre encore de ténèbres,
Mais bientôt la clarté de l'aurore apparaîtra!
C'est un combat difficile que nous osons;
Innombrable est la troupe de nos ennemis;
Cependant le danger a beau
Passer sur nous comme une flamme;
Nous ne comptons pas l'ennemi,
Nous ne comptons pas les dangers,
Nous suivons la route, la route audacieuse
Où nous a conduits Lassalle!

Le Congrès de Stuttgart était terminé. Le parti avait fait la critique de son activité passée; il avait fixé les grandes lignes de son action dans l'avenir. Les délibérations qui, pendant huit jours, avaient fixé et préoccupé l'opinion publique en Allemagne, et dont les reporters des agences internationales avaient télégraphiquement communiqué, d'heure en heure, les moindres détails à la presse du monde entier, les grandes délibérations publiques de la démocratie socialiste allemande étaient closes. Les délégués allaient rentrer dans leurs provinces et reprendre là-bas, dans les cercles politiques, dans les groupes d'études, dans les syndicats, dans les réunions populaires, leur travail d'organisation et d'agitation. La démocratie socialiste, après avoir condensé quelques instants, comme en un foyer unique, toutes ses lumières et toutes ses énergies, allait maintenant recommencer son œuvre d'expansion et de diffusion. Les idées et les vues nouvelles allaient se répandre, par un lent travail d'infiltration, dans les grandes masses populaires. Au loin, dans les usines bruyantes, dans les ateliers étroits et malsains, dans les estaminets misérables, au fond des fosses charbonneuses dangereuses et délétères, dans de pauvres chaumières des hameaux les plus reculés, on entendra dans des mois, dans des ans peut-être, l'écho lentement répercuté des délibérations de Stuttgart.

TABLE DES MATIÈRES

Suresnes. — Imprimerie G.-A. RICHARD et Cie, 9, rue du Pont




Stanford University Libraries
3 6105 124 427 092

